

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1132

9 juin 2009

SOMMAIRE

A2CS S.A.	54310	Italus (Luxembourg) S.à r.l.	54295
Ameublement WOLF-MORITZ	54292	Kalkalit-Lux 29 S.A.	54293
A.M.P. S.A.	54309	Lares Italia Finance (Luxembourg) S.à r.l.	54291
Arlon Properties S.A.	54309	Lavande Participations S.A.	54291
Audiolux	54292	LBREP Holdings S.à r.l.	54295
Bipolaire S.A.	54306	LBREP I Fides S.à r.l.	54308
Boetie Finance Sàrl	54332	LBREP II Sierra Blanca S.à r.l.	54307
CB Richard Ellis SPE II Co-Invest S.à r.l.	54336	Limoges Investments S.A.	54290
Chappes Flore S.à r.l.	54332	LRI Invest S.A.	54306
Chappes Flore S.à r.l.	54332	Lux Savings S.à r.l.	54290
CIG Capital Investment Group S.A.	54310	Marc Lamesch S.à r.l.	54309
Condrimmo S.A.	54296	Marepier Holding S.A.	54305
D.A.S. Luxemburg Allgemeine Rechts- schutz-Versicherung S.A.	54294	Menyl Holding S.A.	54336
Di Corso Holding S.A.	54292	Mille Miglia Luxemburg	54333
ENB Lux 1 S.à r.l.	54310	Multi Units Luxembourg	54291
EnerSys s.à r.l.	54334	Naviglio S.à r.l.	54295
ESRI BeLux S.A.	54310	Nea International S.A.	54309
European Directories S.A.	54311	New Property Corporation S.A.	54294
Fiduciaire Socodit S.A.	54333	Oteli Europe S.à r.l.	54306
Finesse Holding S.A.H.	54307	Pêcheries du Grand Lahou Holding (PGLH) S.A.	54291
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.	54310	PHD Overseas Limited	54290
Fortis Luxembourg Finance S.A.	54305	Rembrandt IV Sàrl	54308
Foyer Finance S.A.	54293	RPM/Lux Consult S.A.	54306
Foyer Finance S.A.	54292	Saga Select	54332
Ganda	54305	Schneider Landschaftsbau G.m.b.H.	54333
Gruppo Fabbri International S.A.	54305	Surprise-Team S.A.	54333
Holborn S.A.	54293	Tessy S.A.	54309
IMF Luxemburg III GmbH	54308	ThermaFreeze, Europe S.A.	54296
Infotekno S.A.	54333	Unocer S.A.	54290
Intertechnologies Real Estate Co, S.à r.l.	54293	Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l.	54294
Issan Palmer S.A.	54308	Zoltar S.A.	54295
iStructure S.A.	54294		

Lux Savings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 115.687.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Lux Savings S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009064360/12.

(090074866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Unocer S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 85.706.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UNOCER S.A. (en liquidation)

SGG S.A.

Agent domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2009064363/13.

(090074858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

PHD Overseas Limited, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 26.025.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2009 que les actionnaires ont accepté:

- la démission avec effet au 14 mai 2009 de Solon Director Limited en tant qu'administrateur de la Société;
- la nomination avec effet au 14 mai 2009 et jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2009, de Cristina Fileno, née le 20 juin 1957 à Sao Paulo, Brésil, avec adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société.

Luxembourg, le 15 mai 2009.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009064392/17.

(090075266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Limoges Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 121.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LIMOGES INVESTMENTS S.A

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2009064361/12.

(090074861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Lavande Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 92.645.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LAVANDE PARTICIPATIONS S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009064362/12.

(090074860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Pêcheries du Grand Lahou Holding (PGLH) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 97.935.

En vertu de l'article 79 (1) de la loi sur le Registre de Commerce et des Sociétés du 19 décembre 2002, le bilan abrégé
au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 avril 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009064364/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 2009, réf. LSO-DD03900. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090074853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Multi Units Luxembourg, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 115.129.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du vendredi 3 avril 2009

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine
Assemblée Générale Annuelle d'avril 2010, les mandats d'Administrateurs de Messieurs Xavier SAUDREAU, Matthieu
FORTIN et Christophe ARNOULD.

Mention additionnelle:

Suite au transfert du siège social de LYXOR ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., la résidence professionnelle
de Monsieur Christophe ARNOULD est désormais 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg à compter du 1^{er} décembre
2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009064405/17.

(090075371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Lares Italia Finance (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 132.700,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 95.321.

EXTRAIT

L'adresse du gérant B, Monsieur Rodolpho Amboss de la société Lares Italia Finance S.à.r.l. (B95 321) a changé:
1271 Sixth Avenue, 38th Floor, New York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064439/12.

(090075385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Ameublement WOLF-MORITZ, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4246 Esch-sur-Alzette, 29, rue de Moedling.
R.C.S. Luxembourg B 48.651.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ameublement Wolf-Moritz
Fiduplan S.A.
Signature

Référence de publication: 2009064419/12.

(090074772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Foyer Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 33.850.

Les comptes consolidés et le rapport du réviseur d'entreprises sur les comptes consolidés au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOYER FINANCE S.A.
François TESCH / André ELVINGER
Administrateur délégué / Président

Référence de publication: 2009064424/13.

(090074759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Audiolux, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 27.301.

L'affectation du résultat de l'exercice 2008 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ceci fait référence aux comptes annuels et au rapport du réviseur d'entreprises au 31.12.2008 déposés à Luxembourg le 9 avril 2009 avec les références L090053147.04.

AUDIOLUX, Société Anonyme
A. HUBERTY / F. TESCH
Administrateur / Président

Référence de publication: 2009064425/14.

(090074754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Di Corso Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 32.214.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 13/05/2009 que:
- l'assemblée nomme H.R.T. Révision S. A., Réviseur d'Entreprises, 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, comme commissaire aux comptes, et ceci jusqu'à la prochaine assemblée approuvant les comptes 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 18.05.2009.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009064445/15.

(090075380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Intertechnologies Real Estate Co, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 79.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Intertechnologies Real Estate Co, Sàrl
Fiduplan S.A.
Signature

Référence de publication: 2009064421/12.

(090074771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Foyer Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 33.850.

Les comptes annuels et le rapport du réviseur d'entreprises sur les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés
au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOYER FINANCE S.A.
François TESCH / André ELVINGER
Administrateur délégué / Président

Référence de publication: 2009064422/13.

(090074764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Holborn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 25.237.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 12/05/2009 que:
- l'assemblée nomme H.R.T. Révision S.A., Réviseur d'Entreprises, 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, comme commissaire aux comptes, et ceci jusqu'à la prochaine assemblée approuvant les comptes 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Mamer, le 12 mai 2009.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009064453/15.

(090075374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Kalkalit-Lux 29 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.458.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg le 13 avril 2009 à 10.00 heures

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer L'Administrateur, Monsieur Matthijs BOGERS, également en tant que Président avec effet au 13 avril 2009 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 14 mai 2009.

Représenté par M. Matthijs Bogers
Administrateur

Référence de publication: 2009064494/14.

(090074715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

D.A.S. Luxembourg Allgemeine Rechtsschutz-Versicherung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 41.395.

—
EXTRAIT

Il résulte du Procès Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 6 mai 2009 que le mandat du réviseur a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2009:

- Deloitte S.A, avec adresse au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, numéro RCS B 67895.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009064483/15.

(090074768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

New Property Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.104.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064485/10.

(090075209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

iStructure S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 111.063.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 avril 2009:

- Sont nommées administrateurs de la société M. Stéphane Weyders, Managing Partner, résidant professionnellement au 22, rue Goethe, à L-1637 Luxembourg et M. Christophe Laguerre résidant au 132, rue des Romains à 8041 Strassen en remplacement des administrateurs démissionnaires M. Bart Zech et M. Roeland Pels.

- Les mandats des nouveaux administrateurs prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2011.

Luxembourg, le 30 avril 2009.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009064489/16.

(090074760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 323.125,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 95.322.

—
EXTRAIT

L'adresse du gérant B, Monsieur Rodolpho Amboss de la société Vesta Italia Equity Luxembourg, S.à.r.l. (B95 322) a changé:

1271 Sixth Avenue, 38th Floor, New York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064474/13.

(090075396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Italus (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 107.220.—
EXTRAIT

L'adresse du gérant B, Monsieur Rodolpho Amboss de la société Italus (Luxembourg) S.à.r.l. (B 107220) a changé:

1271 Sixth Avenue, 38th Floor, New York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064442/12.

(090075384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

LBREP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 3.618.100,00.**Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 88.493.—
EXTRAIT

L'adresse du gérant B, Monsieur Rodolpho Amboss de la société LBREP Holdings S.à.r.l. (B88 493) a changé:

1271 Sixth Avenue, 38th Floor, New York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064464/12.

(090075387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Naviglio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 841.250,00.**Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 122.736.—
EXTRAIT

L'adresse du gérant B, Monsieur Rodolpho Amboss de la société Naviglio S.à.r.l. (B 122 736) a changé:

1271 Sixth Avenue, 38th Floor, New York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064468/12.

(090075394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Zoltar S.A., Société Anonyme.Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon Ier.
R.C.S. Luxembourg B 133.301.—
Par délibération en date du 1^{er} avril 2008, le Conseil d'Administration a pris acte de:

- la démission de M. Pascal Collet de son mandat d'administrateur,

- la cooptation de M. Romain Hilger, né le 18 octobre 1964 à Luxembourg, domicilié professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faiencerie, en qualité d'administrateur de la société, en remplacement de M. Pascal Collet, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de 2012 et ce, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale.

Luxembourg, le 21.04.2009.

Pour avis sincère et conforme

Pour ZOLTAR S.A.

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2009064798/18.

(090075703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Condrimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 134.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Condrimmo S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009064584/12.

(090075182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

ThermaFreeze, Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 146.196.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the thirtieth of April.

Before Us, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared the following:

Mr Bart d'Ancona, having his professional address at 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange,
represented by Mr Thibaut DEJAEGERE, employee, residing professionally in Schuttrange,

by virtue of a proxy given Luxembourg, on the 29th April 2009,

which proxy after being signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

The appearing party acting in the capacity described above has drawn up the following Articles of Incorporation of a company which it hereby declares to form:

Chapter I. - Form, Name, Registered Office, Corporate Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established by the sole shareholder and all those who may become owners of the shares hereafter created a company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles of Incorporation.

The company is initially composed of one sole shareholder, owner of all the shares.

The company will exist under the name of ThermaFreeze, Europe S.A.

Art. 2. Registered Office. The company will have its registered office in Schuttrange.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by a resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Corporate Object. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form. These transactions may include the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

The company may particularly use its funds for the establishment, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to other companies or enterprises in which it has direct or indirect interests any support, loans, advances or guarantees.

The company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on moveable property that it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Duration. The company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a decision of the sole shareholder or the general meeting of shareholders resolving in the same manner as for the amendment of these Articles of Incorporation.

Chapter II. - Corporate Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The company has an issued and paid-up corporate capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into three million and one hundred thousand (3,100,000) shares with a par value of EUR 0.01 each.

The corporate capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required by the laws of Luxembourg for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of bearer shares.

Chapter III. - Board of Directors, Statutory Auditor

Art. 7. Board of Directors. The company shall be administered by a board of directors composed of at least three (3) members who need not be shareholders. However when and as long as the company has only one shareholder, the board of directors may be composed of only one (1) member appointed by the sole shareholder.

The directors shall be elected by a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, by the general meetings of shareholders.

In the event of one or more vacancies in the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the shareholders shall ratify the election, at their next general meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors. If there are several directors, the board of directors shall choose from among its members a chairman. It may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the general meeting of shareholders.

The board of directors shall meet upon convocation by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two (2) directors so require.

The chairman shall preside at all general meetings of shareholders and all meetings of the board of directors, but in his absence the general meeting of shareholders or the board will appoint another director as chairman pro tempore of such general meeting of shareholders or meeting of the board of directors by a majority vote of those present or represented at the general meeting of shareholders respectively the meeting of the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors will be given by letter, fax, e-mail or any other electronic means approved by the board of directors to all directors at least forty-eight (48) hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such emergency will be set forth in the notice of meeting. The notice shall indicate the place and agenda for the meeting.

Each director may waive this notice by his consent in writing or by cable, fax, e-mail or any other electronic means approved by the board of directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing or by cable, fax, e-mail or any other electronic means approved by the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

The chairman of the board of directors shall have a casting vote.

One or more directors may participate in a board meeting by means of a conference call, a video conference or via any similar means of communication enabling several persons participating to communicate with each other simultaneously and permitting their identification. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting and the meeting shall be deemed to have taken place at the registered office of the company. These means of communication must satisfy the technical requirements ensuring an effective participation at the meeting, the deliberations of which are retransmitted on a continuous basis.

A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The members of the board of directors as well as any other person(s) attending the meeting of the board of directors, shall not disclose, even after the end of their relationship, the information they possess on the company and the disclosure of which could harm the interests of the company, except in cases where such a disclosure is required or permissible under legal or regulatory requirements or if it is in the public interest.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board of directors.

If the board of directors is composed of only one (1) member, the resolutions of the sole director shall be documented in writing.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the sole shareholder or general meeting of shareholders are within the competence of the board of directors.

The board of directors may decide to set up one or more committees whose members may be but need not be directors. In that case the board of directors shall appoint the members of such committee(s) and determine the powers of the committee(s).

Art. 11. Delegation of Powers. The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may be but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 12. Appointment of a Permanent Representative. Any director which is a legal entity must appoint a permanent representative.

Art. 13. Representation of the Company. The company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two (2) directors when the board is composed of at least three (3) members, or by the single signature of the sole director when the board is composed of only one (1) member, or by the single signature of the person to whom the daily management of the company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors but only within the limits of such power.

Art. 14. Auditor(s). Except where according to the Laws, the company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by one or more statutory auditors, who need not be shareholders themselves.

The statutory or independent auditors will be appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of shareholders, save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Chapter IV. - General Meeting of Shareholders

Art. 15. Powers of the General Meeting of Shareholders. Any duly constituted general meeting of shareholders of the company represents the entire body of shareholders. Subject to the provisions of article 10 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company.

As long as one shareholder holds all shares in the company, all powers vested in the general meeting of the shareholders will be exercised by the sole shareholder.

The resolutions of the general meeting of shareholders or the sole shareholder which are taken within the scope of the first paragraph of this Article shall be recorded in minutes or drawn up as a written decision.

Art. 16. Annual General Meeting. The annual general meeting shall be held at the registered office of the company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the second Monday of the month of May at 10.00 a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 17. Other General Meetings. The board of directors or the statutory auditor(s) may convene other general meetings of shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the company's capital so require.

One or more shareholders representing together at least ten percent of the company's subscribed capital may require the inclusion of one or more new points in the agenda of all general meetings. Such request shall be addressed to the registered office of the company by registered mail at least five days before the general meeting is held.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 18. Procedure, Vote. General meetings of shareholders are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing as his proxy another person who need not be a shareholder in writing or by cable, telegram, telex or fax.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

Shareholders participating in a shareholders' meeting by visio conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be transmitted on a continuous basis.

Chapter V. - Fiscal Year, Allocation of Profits

Art. 19. Fiscal Year. The company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts. It submits these documents together with a report on the operations of the company at least one month before the date of the annual general meeting to the statutory or independent auditor(s) who will make a report containing his (their) comments on these documents.

Art. 20. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the company.

Upon recommendation of the board of directors, the sole shareholder or the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholder(s) as a dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board of directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. The company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the company be dissolved anticipatively or by expiration of its term (if applicable), the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 22. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by Article 26 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the company and end on 31 December 2009.

If applicable, the annual general meeting shall be held for the first time on the day and time and at the place as indicated in the Articles of Incorporation in 2010.

Subscription and Payment

The party appearing, having drawn up the Articles of Incorporation of the company, has subscribed to the number of shares and paid up the amounts specified below:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Share(s)	Payments
Mr Bart d'Ancona	EUR 31,000.-	3,100,000	EUR 31,000.-

Proof of all these payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in Article 26 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Valuation of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the company as a result of its formation, are estimated at approximately TWO THOUSAND EURO (EUR 2,000.-).

Resolutions of the Sole Shareholder

The above-named person, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to take the following resolutions:

I) The number of directors is set at 1 (one).

The following has been elected as director until the annual meeting of shareholders to be held in 2014:

Mr Nicolaas Johannes Alexander van Zeeland, private employee, born S-Gravenhagen (The Netherlands) on October 16, 1970, residing professionally at 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange.

II) The number of independent auditor is set at 1 (one).

The following has been elected as independent auditor until the annual meeting of shareholders to be held in 2014:

Ehlange Nominees Ltd, having its registered office at Sea Meadow House, Blackburne Highway PO Box 116, Road Town, Tortola, British Virgins Islands, registered in the IBC Register under the number 277 328.

III) The registered office of the company is established at 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby declares that at the request of the person appearing, named above, this deed and the Articles of Incorporation contained herein, are worded in English, followed by a German version; at the request of the same person appearing, in case of divergences between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the person appearing known to the undersigned notary by its name, usual surname, civil status and residence, said person appearing has signed with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und neun, am dreissigsten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Gérard LECUIT, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Bart d'Ancona, beruflich wohnhaft in 64, rue Principale, L-5367 Schüttringen,

vertreten durch Herrn Thibaut DEJAEGERE, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in Schüttringen,

auf Grund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 29. April 2009,

welche Vollmacht, die, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Einregistrierung beigefügt bleibt.

Die erschienene Partei, handelnd in ihrer Eigenschaft wie oben beschrieben, hat die folgende Gründungssatzung der Gesellschaft aufgesetzt, welche sie hierdurch gründen will:

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Gesellschaftszweck, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit von dem einzigen Aktionär und allen, die Inhaber der hiernach geschaffenen Aktien werden, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Die Gesellschaft besteht zunächst aus einem einzigen Aktionär, der Inhaber aller Aktien ist.

Die Gesellschaft firmiert unter dem Namen ThermaFreeze, Europe S.A.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Schüttringen.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Sollte der Verwaltungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den einfachen Austausch mit dem Büro am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen dem Büro am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft welche, unabhängig von der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck sind alle direkt oder indirekt mit der Beteiligung, gleich in welcher Form, an jeglichen Unternehmen verbundenen Geschäfte. Diese können die Verwaltung, die Führung, die Kontrolle und die Verwertung dieser Beteiligungen beinhalten.

Die Gesellschaft kann insbesondere ihre Mittel zur Erstellung, Führung, Verwertung und Liquidation seines aus allen Titeln und Patenten jeglicher Herkunft zusammengesetzten Portfolios verwenden, an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen teilnehmen, jegliche Titel und Patente durch Uebertragung, Zeichnung, Uebernahme oder Kaufoption und auf jegliche andere Art entstehen, sie durch Kauf, Abtretung, Austausch oder auf sonst eine Weise verwerten oder veräußern, den Gesellschaften, an denen sie Interesse hat, sämtliche Hilfen, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien geben.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, industriellen oder finanziellen Operationen sowie alle Ueberträge von beweglichem und unbeweglichem Eigentum durchführen, welche notwendig sind zur Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit durch einen Beschluss des einzigen Aktionärs oder der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, der in der gleichen Weise gefasst wird wie ein Beschluss zur Änderung dieser Satzung.

Kapitel II. - Kapital, Aktien

Art. 5. Kapital. Das ausgegebene und eingezahlte Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in drei Millionen einhunderttausend (3.100.000) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 0,01 aufgeteilt.

Das Kapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden durch einen Beschluss des alleinigen Aktionärs, oder der Hauptversammlung der Aktionäre, der in Übereinstimmung mit nach Luxemburger Recht erforderlichen Regelungen für die Änderung dieser Satzung gefasst werden muss.

Art. 6. Aktien. Die Aktien werden in Form von Inhaberaktien ausgegeben.

Kapitel III. - Verwaltungsrat, Wirtschaftsprüfer

Art. 7. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus nicht weniger als drei (3) Mitgliedern, die nicht Aktionäre sein müssen, besteht. Wenn und solange die Gesellschaft nur einen (1) Aktionär hat, kann der Verwaltungsrat aus einem einzelnen Mitglied bestehen, das vom einzigen Aktionär bestimmt wird.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von dem einzigen Aktionär oder, im Fall von mehreren Aktionären, der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, die ihre Anzahl und ihre Amtsdauer festlegt, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf; sie bleiben im Amt bis ihre Nachfolger gewählt sind. Sie können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des einzigen Aktionärs oder, im Fall von mehreren Aktionären, von der Hauptversammlung abberufen werden.

Wird eine oder mehrere Stelle(n) im Verwaltungsrat wegen Todes, Pensionierung oder aus anderen Gründen frei, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften ein neues Mitglied zur Ausfüllung dieser freien Stelle wählen. In diesem Fall müssen die Aktionäre in ihrer nächsten Hauptversammlung diese Wahl ratifizieren.

Art. 8. Sitzungen des Verwaltungsrates. Im Fall von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern ernennt der Verwaltungsrat aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat kann ebenso einen Schriftführer ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung während der Sitzungen des Verwaltungsrats und der Hauptversammlungen der Aktionäre verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat tritt nach Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Sitzung des Verwaltungsrates muss auf Wunsch zweier (2) seiner Mitglieder einberufen werden.

Der Vorsitzende steht allen Sitzungen der Hauptversammlung und des Verwaltungsrates vor, es sei denn, dass der Verwaltungsrat oder die Hauptversammlung wegen der Abwesenheit des Vorsitzenden ein anderes Mitglied als Vorsitzenden auf Zeit durch Mehrheitswahl durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder der Hauptversammlung der Aktionäre bzw. des Verwaltungsrates in dieser Sitzung ernannt hat.

Außer in Dringlichkeitsfällen werden die Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor ihrem Termin schriftlich durch Brief, Fax, Email oder jedes andere elektronische Mittel, das vom Verwaltungsrat anerkannt wurde, einberufen. In Dringlichkeitsfällen wird die Art der Dringlichkeit in der Einberufung angegeben. Jedes dieser Einberufungsschreiben soll Ort und Tagesordnung der Sitzung angeben.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann schriftlich oder durch Telegramm, Fax, Email oder jedes andere elektronische Mittel, das vom Verwaltungsrat angenommen wurde, auf die Benachrichtigung verzichten. Für Sitzungen, deren Ort und Zeit in einem zuvor angenommenen Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt worden sind, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei den Sitzungen des Verwaltungsrates durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, indem es dieses hierzu schriftlich oder durch Telegramm, Fax, Email oder jedes andere elektronische Mittel, das vom Verwaltungsrat angenommen wurde, bevollmächtigt.

Die Beschlussfähigkeit des Verwaltungsrates erfordert, dass mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Beschlüsse werden per Mehrheitsentscheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

Ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung durch eine Telefonkonferenzschaltung, Visio-konferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche es mehreren Personen erlauben miteinander zu kommunizieren und deren Identifizierung erlauben, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der tatsächlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich gestellt und eine solche Sitzung wird als Sitzung am Gesellschaftssitz angesehen. Solche Kommunikationsmittel müssen alle technischen Erfordernisse erfüllen, die die tatsächliche Teilnahme an der Sitzung sicherstellen und deren Beratungen kontinuierlich übertragen.

Eine schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst worden wäre. Diese Entscheidung kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts festgehalten sein.

Auch nach Beendigung ihres Mandates oder ihrer Tätigkeit dürfen die Mitglieder des Verwaltungsrates sowie alle Personen, die an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, Informationen über die Gesellschaft, die schädliche Folgen für die Gesellschaft haben könnten, nicht offenlegen, außer wenn eine solche Offenlegung aus gesetzlichen oder regulatorischen Vorschriften oder aus Gründen des öffentlichen Wohls notwendig oder zulässig ist.

Art. 9. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden von dem Vorsitzenden der Sitzung und einem anderen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet. Vollmachten bleiben dem Protokoll beigefügt.

Kopien oder Auszüge der Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, werden durch den Verwaltungsratsvorsitzenden unterzeichnet.

Besteht der Verwaltungsrat nur aus einem (1) Mitglied, so müssen dessen Beschlüsse schriftlich dokumentiert sein.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die weitest gehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die die Gesetze oder die vorliegende Satzung nicht ausdrücklich dem einzigen Aktionär oder der Hauptversammlung der Aktionäre übertragen haben, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Gremien einsetzen, deren Mitglieder Verwaltungsratsmitglieder sein können, aber nicht müssen. In diesem Fall benennt der Verwaltungsrat die Mitglieder eines solchen Gremiums/ solcher Gremien und legt die Befugnisse eines solchen Gremiums / solcher Gremien fest.

Art. 11. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft innerhalb der täglichen Geschäftsführung an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Handlungsbevollmächtigte, Angestellte oder andere Personen, die Aktionäre sein können, aber nicht müssen, übertragen oder kann spezielle Befugnisse übertragen oder Vollmachten erteilen oder spezielle dauerhafte oder vorübergehende Funktionen an Personen oder Vertreter seiner Wahl übertragen.

Art. 12. Bestellung eines ständigen Beauftragten. Jedes Verwaltungsratsmitglied, welches eine juristische Person ist, hat einen ständigen Beauftragten zu benennen.

Art. 13. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Mitgliedern des Verwaltungsrates gebunden, wenn der Verwaltungsrat aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht oder durch die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitgliedes, wenn der Verwaltungsrat aus einem (1) Mitglied besteht oder innerhalb des Bereiches der täglichen Geschäftsführung durch die alleinige Unterschrift der Person, an welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft übertragen worden ist, oder durch die gemeinschaftliche oder die alleinige Unterschrift derjenigen Person(en), denen von dem Verwaltungsrat eine besondere Zeichnungsvollmacht übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht.

Art. 14. Wirtschaftsprüfer. Außer in den Fällen in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und/oder konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und dessen finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten durch einen oder mehrere statutarische Wirtschaftsprüfer, welche nicht Aktionär zu sein brauchen, geprüft.

Die statutarischen oder unabhängigen Wirtschaftsprüfer werden durch den einzigen Aktionär oder die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, die ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandates, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf, festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss der Hauptversammlung abberufen werden außer in Fällen, in denen der unabhängige Wirtschaftsprüfer aufgrund gesetzlicher Vorschriften nur aus schwerwiegendem Grund abberufen werden kann.

Kapitel IV. - Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 15. Befugnisse der Hauptversammlung. Jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Hauptversammlung der Aktionäre vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Vorbehaltlich des oben genannten Artikels 10, hat sie die weitestgehende Befugnis, Rechtsgeschäfte im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuweisen, auszuführen oder zu ratifizieren.

So lange ein einziger Aktionär alle Aktien der Gesellschaft hält, werden alle Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre von dem einzigen Aktionär ausgeübt.

Die Beschlüsse der Hauptversammlung oder des einzigen Aktionärs, die sich im Rahmen des ersten Paragraphen dieses Artikels bewegen, werden protokolliert oder als schriftlicher Beschluss niedergeschrieben.

Art. 16. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, im Einberufungsschreiben angeführten Ort am zweiten Montag des Monats Mai um 10.00 Uhr abgehalten.

Fällt dieser Tag auf einen Feiertag, wird die Versammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Art. 17. Weitere Hauptversammlungen. Der Verwaltungsrat oder der/die statutarische(n) Wirtschaftsprüfer können zusätzlich zu der Jahreshauptversammlung weitere Hauptversammlungen einberufen. Diese Versammlungen sind einzuberufen, wenn es eine Anzahl von Aktionären, die mindestens ein Zehntel (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten, so verlangt.

Ein oder mehrere Aktionäre, welche zusammen mindestens zehn Prozent des gezeichneten Kapitals vertreten, können die Aufnahme eines oder mehrerer zusätzlicher Punkte in die Tagesordnung jeder Hauptversammlung verlangen. Eine solche Anfrage ist spätestens fünf Tage vor der Hauptversammlung per eingeschriebenen Brief an den Gesellschaftssitz der Gesellschaft zu richten.

Hauptversammlungen der Aktionäre einschließlich der Jahreshauptversammlung können außer Landes abgehalten werden, wenn dies nach dem endgültigen Urteil des Verwaltungsrats durch Umstände höherer Gewalt angebracht ist.

Art. 18. Verfahren, Wahl. Die Hauptversammlung wird einberufen durch ein Einberufungsschreiben in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen.

Sind alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet zu sein, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung durch schriftlich oder per Telegramm, Telex, Fax erteilte Vollmacht durch eine andere Person, die nicht selbst Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme, vorbehaltlich der durch Gesetze auferlegten Beschränkungen.

Soweit nicht anderweitig gesetzlich vorgeschrieben, werden Beschlüsse mit einfacher Mehrheit und ungeachtet der Anzahl der vertretenen Aktien gefasst.

Kopien oder Auszüge des Sitzungsprotokolls der Hauptversammlung, die in Rechtsverfahren vorgelegt werden sollen, sind von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Aktionäre, welche an einer Sitzung der Aktionäre via Videokonferenz oder jedweder anderen Telekommunikationsmethode, die ihre Identifizierung erlaubt, teilnehmen, sind bezüglich der Berechnung des Quorums und der Mehrheitsverhältnisses als anwesend anzusehen. Solche Telekommunikationsmethoden müssen alle technischen Erfordernisse erfüllen, die eine tatsächliche Teilnahme an der Sitzung und die kontinuierliche Übertragung ihrer Beratungen sicherstellen.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Jahresabschluss, Gewinnverteilung

Art. 19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat bereitet den Jahresabschluss vor. Er legt dieses Dokument zusammen mit einem Geschäftsbericht dem/den unabhängigen oder statutarischen Wirtschaftsprüfer/n mindestens einen Monat vor dem Datum der Hauptversammlung vor. Der/die Wirtschaftsprüfer erstellen einen Bericht, der ihre Anmerkungen zu dem Dokument beinhaltet.

Art. 20. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt, sobald die gesetzliche Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt der einzige Aktionär oder die Hauptversammlung der Aktionäre wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll. Er/sie kann entscheiden, den verbleibenden Gewinn vollständig oder teilweise einer Rücklage oder Rückstellung zuzuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vorzutragen oder als Dividende an den/die Aktionär/e auszuschütten.

Vorbehaltlich der gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen kann der Verwaltungsrat eine Abschlagsdividende an die Aktionäre auszahlen. Der Verwaltungsrat legt die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. - Auflösung, Abwicklung

Art. 21. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des einzigen Aktionärs oder der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Quorum und Mehrheiten gefasst worden ist, soweit gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist.

Wird die Gesellschaft vorzeitig oder (falls anwendbar) durch Zeitablauf aufgelöst und liquidiert, so soll die Liquidierung der Gesellschaft von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt werden, die von dem alleinigen Aktionär oder gegebenenfalls der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wurden und deren Befugnisse und Vergütung von denselben festgelegt wurden.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 22. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner zuletzt geltenden Fassung.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar bestätigt, dass die Bedingungen des Artikels 26 nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in seiner zuletzt geltenden Fassung, beachtet worden sind.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungsdatum der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

Soweit anwendbar, findet die erste Jahreshauptversammlung an dem Tag, zu der Zeit und an dem Ort wie in der Satzung festgelegt im Jahr 2010 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Die erscheinende Partei, die die Satzung aufgeschrieben hat, hat die Anzahl von Aktien gezeichnet und den Betrag eingezahlt, wir hierunter detailliert:

Aktionär	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Aktien	eingezahlter Betrag
Herr Bart d'Ancona	EUR 31.000,-	3.100.000	EUR 31.000,-

Beweis hierüber wurde dem unterzeichneten Notar erbracht welcher erklärt, dass die Voraussetzungen von Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, wie abgeändert, beachtet wurden.

Geschätzte Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr ZWEI TAUSEND EURO (EUR 2.000,-) geschätzt.

Beschlüsse des einzigen Aktionärs

Die oben genannte Partei, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital repräsentiert, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

I) Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf einen (1) festgelegt.

Folgende Person wird für einen Zeitraum, der mit der ordentlichen Hauptversammlung 2014 endet ernannt:

Herr Nicolaas Johannes Alexander van Zeeland, Privatbeamter, geboren in S-Gravenhagen (Holland) am 16. Oktober 1970, beruflich wohnhaft in L-5367 Schüttringen, 64, rue Principale.

II) Die Anzahl der unabhängigen Wirtschaftsprüfer wird auf einen (1) festgelegt.

Folgendes Unternehmen wird für einen Zeitraum, der mit der ordentlichen Hauptversammlung 2014 endet gewählt:

Ehrlange Nominees Ltd, mit Gesellschaftssitz in Sea Meadow House, Blackburne Highway PO Box 116, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, eingetragen im IBC Register unter der Nummer 277.328.

III) Der Sitz der Gesellschaft wird auf 64, rue Principale, L-5367 Schüttringen festgelegt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text gilt der englische Text.

Woraufhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde, mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: Th. Dejaegere, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 6 mai 2009. Relation: LAC/2009/17536. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 13. Mai 2009.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2009064719/220/474.

(090075566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Marepier Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 39.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MAREPIER HOLDING S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009064586/12.

(090075177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Ganda, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 78.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064582/10.

(090074984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Fortis Luxembourg Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 24.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FORTIS LUXEMBOURG FINANCE S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009063607/12.

(090073823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2009.

Gruppo Fabbri International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 45.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats, ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GRUPPO FABBRI INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2009063618/14.

(090073833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2009.

Bipolaire S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 51.479.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BIPOLAIRE S.A.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009063606/12.

(090073822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2009.

Oteli Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.986.558,00.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 139.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Oteli Europe S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009064358/13.

(090074872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

RPM/Lux Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6981 Rameldange, 10, rue Joseph Schroeder.
R.C.S. Luxembourg B 26.599.

Le bilan au 31.05.2006 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FBK, FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER
45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009064408/510/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 mai 2009, réf. LSO-DE00672. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090074838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

LRI Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 28.101.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung der LRI Invest S.A. vom 17. März 2009.

Bestellung des Abschlussprüfers

PWC wird von der Versammlung für die Dauer des Geschäftsjahres 2009 zum Abschlussprüfer bestellt.

Luxemburg, im März 2009.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2009064879/14.

(090076081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Finesse Holding S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 45.571.

—
Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2009

Les actionnaires de la société FINESSE HOLDING S.A.H. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 12 mai 2009, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale, constatant que les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt,
- Monsieur Georges Gredt, employé privé, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt,
- Monsieur Steve Kieffer, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt

sont arrivés à leur terme en 2008, décide de les renouveler rétroactivement dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

D'autre part, le mandat de: commissaire aux comptes

- LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, étant arrivé à expiration en 2008, l'assemblée générale décide de le renouveler rétroactivement pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 12 mai 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009064801/25.

(090076177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

LBREP II Sierra Blanca S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.068.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 29 août 2008:

Depuis le 29 août 2008, Le Conseil de Gérance est composé comme suit:

Gérant de catégorie A:

- Monsieur Michael Denny, administrateur de société, né le 1^{er} novembre 1977 à Kilkenny (Irlande), ayant son adresse professionnelle au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Michael Tsoulies, administrateur de société, né le 30 avril 1961 à Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 25 Bank Street, Londres E14 5 LE (Royaume Uni).
- Monsieur Rodolpho Amboss, administrateur de société, né le 10 mai 1963 à Cachoeiro de Itapemirim, E.S. (Brésil), ayant son adresse professionnelle au 1271, sixth Avenue, 38^{ème} étage, New York, NY 10020, (Etats Unis d'Amérique).
- L'adresse professionnelle de Monsieur Rodolpho Amboss, gérant de catégorie B de la Société, est fixé désormais au 1271, Sixth Avenue, 38^{ème} étage, New York, NY 10020, Etats Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2009.

Pour extrait conforme

LBREP II Sierra Bianca S.à r.l.

Michael Denny / Michael Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2009064813/27.

(090075821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Issan Palmer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 60.492.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de ISSAN PALMER S.A., RCS Luxembourg N°B 60 492 tenue le 30 juin 2008 au siège social

Il a été décidé ce qui suit:

- L'Assemblée décide de renouveler les mandats des administrateurs et du Commissaire aux Comptes en fonction pour une nouvelle période de six ans.

Leur mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit: Monsieur Serge Tabery et Mesdames Brigitte Gathy et Sonia Still.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009064809/18.

(090076024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

LBREP I Fides S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 122.497.

—
EXTRAIT

L'adresse du gérant B, Monsieur Rodolphe Amboss de la Société LBREP I Fides S.à.r.l. (B 122 497) a changé:

1271 Sixth Avenue, 38th Floor, New York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064461/12.

(090075389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Rembrandt IV Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.020.275,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 88.974.

—
EXTRAIT

L'adresse du gérant, Monsieur Rodolpho Amboss de la société Rembrandt IV S.à.r.l. (B 88 974) a changé:

1271 Sixth Avenue, 38th Floor, Nex York 10020, USA.

Luxembourg, le 19 mai 2009.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009064470/12.

(090075395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

IMF Luxembourg III GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 115.172.

Les comptes annuels au 30 avril 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Xavier De Cillia

Mandataire

Référence de publication: 2009064475/12.

(090075172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Tessy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 51, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 63.473.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2009064369/11.

(090074917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Marc Lamesch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 37.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2009064371/11.

(090074916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Arlon Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F-D Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 30.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2009064373/11.

(090074914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

A.M.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 17.683.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064374/10.

(090074913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Nea International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 70.206.

Le bilan de Clôture de Liquidation du 1^{er} novembre 2008 au 30 avril 2009 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009064376/11.

(090074908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

A2CS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5550 Remich, 20, rue de Macher.
R.C.S. Luxembourg B 132.479.

A l'attention de M. PACAUD Yannick

Nous avons le regret de vous informer que nous renonçons par la présente à nos fonctions de commissaire aux comptes dans votre société et ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 18 mai 2009.

Signatures.

Référence de publication: 2009064435/11.

(090075153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

ENB Lux 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 130.539.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine MICHEL
Manager

Référence de publication: 2009064496/11.

(090075011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

ESRI BeLux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 83.557.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064479/10.

(090075218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 5.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009064359/11.

(090074867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

CIG Capital Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 79.028.

Les comptes au 31 DECEMBRE 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.
Signature

Référence de publication: 2009064517/11.

(090074930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

European Directories S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.024.

In the year two thousand and nine, on the thirtieth day of the month of March,

Before us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting (the "EGM") of European Directories S.A. (the "Company"), a société anonyme having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1025 Luxembourg, incorporated by deed of the under-signed notary on 4th May, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 969 of 30th September, 2005.

The articles of incorporation (the "Articles") have been amended several times, the last time by a deed of M^e Paul Decker, public notary, of 18 March, 2009, not yet published.

The EGM was presided by Mr Terje THON, engineer, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Florence GERARDY, manager, demeurant professionnellement à Luxembourg.

The EGM elected as scrutineer Mrs Florence GERARDY, manager, demeurant professionnellement à Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that out of the outstanding (i) one hundred twenty seven thousand seven hundred and seventy (127,770) A ordinary shares (the "Class A Shares"), one hundred twenty seven thousand seven hundred and seventy (127,770) were present or represented, (ii) two thousand one hundred and twenty seven (2,127) B ordinary shares (the "Class B Shares"), with respect to items (i) and (ii) of the agenda one thousand five hundred twenty (1,520) were present or represented and with respect to items (iii) and (iv) of the agenda nine hundred forty seven (947) are present or represented, eight thousand two hundred and seventy-one (8,271) C ordinary shares (the "Class C Shares"), six thousand seven hundred thirty four (6,734) were present or represented, and ninety-six (96) F ordinary shares (the "Class F Shares"), ninety six (96) were present or represented, representing in total with respect to items (i) and (ii) of the agenda one hundred thirty six thousand one hundred nineteen (136,119) shares and with respect to items (iii) and (iv) one hundred thirty five thousand five hundred forty six (135,546) out of the outstanding one hundred and thirty eight thousand two hundred and sixty four (138,264) shares, representing ninety eight point five (98.5) % with respect to items (i) and (ii) and ninety eight (98) % with respect to items (iii) and (iv) of the capital of one hundred and seventy two thousand eight hundred and thirty Euro (€ 172,830), are duly represented at this EGM.

II) The EGM was duly convened by notice sent by email on the 16th March 2009 and by registered mail on 17th March 2009.

In the light of compliance with the quorum requirements, the EGM of shareholders (the "Meeting") and the class A shareholder meeting (the "Class A Meeting"), the class B shareholder meeting (the "Class B Meeting") and the class C shareholder meeting (the "Class C Meeting", together with the Class A Meeting and the Class B Meeting the "Class Meetings") were validly constituted and able to deliberate and vote on the items on the agenda set out below. The quorum requirements as to the holders of Equity Shares as set forth in the Articles of the Company have been fulfilled.

The attendance list, signed by the proxy holders of the shareholders represented and the members of the bureau, shall remain attached together with the proxies to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

III) The agenda of the EGM is as follows:

- To approve the increase of the authorised share capital of the Company by up to €20,000 by the creation of a new class of "I" ordinary shares (the "I Shares") and to authorise the Board of Directors to issue such shares at a nominal value of € 1.25 each (such authorisation to expire five years after the date of publication of the minutes of the EGM), and to limit, suppress or waive in their entirety any preferential subscription rights of existing shareholders in relation thereto, provided that the agenda may also contain resolution(s) to approve the increase of the subscribed share capital of the Company by the issue at the EGM of up to 16,000 I Shares against cash at such subscription price as the board of directors of the Company may determine (to be no less than the nominal value of € 1.25 each) and the limitation, suppression and/or waiver in their entirety of any preferential subscription rights of the existing shareholders in relation thereto.

- To approve any amendments to the Company's articles of incorporation (the "Articles") to:

(i) provide for the rights of the I Shares which shall be substantially aligned with those of the existing C ordinary shares in the Company (the "C Shares") except that on an Exit (as defined in the Articles), the I Shares shall be entitled to a share of the equity value which is equal to the higher of:

(a) a specified percentage of the value achieved on an Exit which increases as the IRR achieved by the Original Investors (as defined in the Amended and Restated Managers' Shareholder Agreement relating to the company dated 30 October 2006 (the "MSA")) increases, such amount to be calculated on substantially the same terms as the current value mechanism

for the C Shares as set out in article 12 of the Company's articles of association save that, should the implied exit multiple (being the multiple that would need to be applied to the projected EBITDA for the next 12 months after Exit to equal the Exit Value) be less than 10.5x, the Exit Value to be used for these purposes shall be a notional Exit Value determined by reference to a notional 10.5x multiple of the next twelve months EBITDA of the Company at Exit;

(b) an amount equal to 7.5% of the net proceeds due to the holders of A-Shares, B-Shares, D-Notes and E-Notes on such Exit (i.e. those proceeds which exceed the amount subscribed or otherwise invested by holders of A-Shares, B-Shares, D-Notes and E-Notes in the Company or any subsidiary thereof); and

LESS, in either case, the amount (if any) allocable under the existing Articles and the MSA to the C Shares;

(ii) make any consequential amendments to the Articles to reflect or implement all of the foregoing;

(iii) replace the current Article 12 (C and G Share Ratchet) with the following:

" 12. Art. 12. "C" and "G" and "H" share ratchet.

12.1 Immediately before, but conditionally upon completion of an Exit Event, such number of shares or securities or loan notes of the relevant class shall be bought in by the Company (the Ratchet Buy-In) so that the "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares have a combined value (by reference to the Exit Value) equal to the Sweet Equity Participation Value.

12.2 The Sweet Equity Participation Value is calculated as follows:

12.2.1 If the Shareholder Proceeds are less than or equal to the 10% Return, then the Sweet Equity Participation Value is €0;

12.2.2 If the Shareholder Proceeds are greater than the 10% Return, but less than or equal to the 12.5% Return, then the Sweet Equity Participation Value is equal to 2% of the Exit Value minus the 10% Exit Value;

12.2.3 If the Shareholder Proceeds are greater than the 12.5% Return, but less than or equal to the 15% Return, then the Sweet Equity Participation Value is equal to the sum of (i) 2% of (the 12.5% Exit Value minus the 10% Exit Value); plus (ii) 4% of (the Exit Value minus the 12.5% Exit Value);

12.2.4 If the Shareholder Proceeds are greater than the 15% Return, but less than or equal to the 20% Return, then the Sweet Equity Participation Value is equal to the sum of (i) 2% of (the 12.5% Exit Value minus the 10% Exit Value); plus (ii) 4% of (the 15% Exit Value minus the 12.5% Exit Value); plus (iii) 12% of the Exit Value minus the 15% Exit Value;

12.2.5 If the Shareholder Proceeds are greater than the 20% Return, but less than or equal to the 25% Return, then the Sweet Equity Participation Value is equal to the sum of (i) 2% of (the 12.5% Exit Value minus the 10% Exit Value); plus (ii) 4% of the 15% Exit Value minus the 12.5% Exit Value); plus (iii) 12% of (the 20% Exit Value minus the 15% Exit Value); plus (iv) 17.5% of (the Exit Value minus the 20% Exit Value);

12.2.6 If the Shareholder Proceeds are greater than the 25% Return, then the Sweet Equity Participation Value is equal to the sum of (i) 2% of (the 12.5% Exit Value minus the 10% Exit Value); plus (ii) 4% of (the 15% Exit Value minus the 12.5% Exit Value); plus (iii) 12% of (the 20% Exit Value minus the 15% Exit Value); plus (iv) 17.5% of (the 25% Exit Value minus the 20% Exit Value); plus (v) 15% of (the Exit Value minus the 25% Exit Value).

12.3 In this Article:

12.3.1 The "10% Return" means an amount equal to the Shareholder Proceeds which gives the Investors and holders of "B" Ordinary Shares as at the date of the Exit Event an aggregate IRR calculated after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12 of 10%;

12.3.2 The "12.5% Return" means an amount equal to the Shareholder Proceeds which gives the Investors and holders of "B" Ordinary Shares as at the date of the Exit Event an aggregate IRR calculated after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12 of 12.5%;

12.3.3 The "15% Return" means an amount equal to the Shareholder Proceeds which gives the Investors and holders of "B" Ordinary Shares as at the date of the Exit Event an aggregate IRR calculated after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12 of 15%;

12.3.4 The "20% Return" means an amount equal to the Shareholder Proceeds which gives the Investors and holders of "B" Ordinary Shares as at the date of the Exit Event an aggregate IRR calculated after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12 of 20%.

12.3.5 The "25% Return" means an amount equal to the Shareholder Proceeds which gives the Investors and holders of "B" Ordinary Shares as at the date of the Exit Event an aggregate IRR calculated after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12 of 25%.

12.3.6 For the purposes of this Article 12:

(a) a 10% Return, 12.5% Return, 15% Return, 20% Return or 25% Return will only have been achieved if the Investors and holders of "B" Ordinary Shares as at the date of the Exit Event achieve an aggregate IRR calculated after any purchase of shares or securities pursuant to this Article 12 of 10%, 12.5%, 15%, 20% or 25% as the case may be;

(b) if as at the date of the Exit Event any Investor holds Qualifying Investments which were previously transferred to it from another person or any holder of "B" Ordinary Shares holds any "B" Ordinary Shares that were previously transferred to it from another person, ("Transferred Qualifying Investments") then such Investor or holder of "B" Ordinary Shares shall be deemed (as at the time they were actually incurred or received) to have incurred any Investment Costs

and received any Qualifying Payments in respect of these Transferred Qualifying Investments which were incurred or received by that transferor or by any previous transferor of those Qualifying Investments.

12.4 In this Article:

12.4.1 "10% Exit Value" means the theoretical Exit Value which would give the Investors and holders of "B" Ordinary Shares after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12, the 10% Return;

12.4.2 "12.5% Exit Value" means the theoretical Exit Value which would give the Investors and holders of "B" Ordinary Shares after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12, the 12.5% Return;

12.4.3 "15% Exit Value" means the theoretical Exit Value which would give the Investors and holders of "B" Ordinary Shares after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12, the 15% Return;

12.4.4 "20% Exit Value" means the theoretical Exit Value which would give the Investors and holders of "B" Ordinary Shares after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12, the 20% Return; and

12.4.5 "25% Exit Value" means the theoretical Exit Value which would give the Investors and holders of "B" Ordinary Shares after any purchase of shares or other securities pursuant to this Article 12, the 25% Return.

12.5

12.5.1 The total consideration under the Ratchet Buy-In will be €1 payable to the relevant shareholders as determined by the Compensation & HR Committee;

12.5.2 The Ratchet Buy-In will be made *pari passu* among the holders of the shares or securities of the relevant class of shares, securities or loan notes;

12.5.3 If the operation of Article 12.1 will increase the percentage of the Equity Share Capital represented by the "I" Ordinary Shares, the relevant class of shares and loan notes shall consist of the "A" Ordinary Shares, the "B" Ordinary Shares and the Investors Convertible Loan Notes on a basis consistent with the Economic Value Principle; in the case of the Investors Convertible Loan Notes, these would be converted to "A" Ordinary Shares which would then be purchased by the Company. "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares (having converted the relevant number of "G" Convertible Loan Notes) and "H" Ordinary Shares (having converted the relevant number of "H" Convertible Loan Notes) may also be acquired in the event that the Sweet Equity Participation Value would be higher than envisaged under Article 12.1 as a result of the operation of any other ratchet mechanism entered into by the Company, were such "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares not acquired;

12.5.4 If the operation of Article 12.1 will reduce the percentage of the Equity Share Capital represented by the "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares, the relevant classes of shares shall consist of the "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares;

12.5.5 "IRR" shall be calculated as follows:

in respect of each full or partial month from the date of Completion under the Investment Agreement to the date of an Exit Event inclusive there shall be ascertained:

(a) the total amount in cash of the Investment Cost that month; and

(b) the aggregate amount of all cash paid (or deemed paid in accordance with Article 12.3.6(b)) in cleared funds to the Original Shareholders in respect of Qualifying Investments held by the Investors and the "B" Ordinary Shares held by the holders of "B" Ordinary Shares but excluding any Excluded Payments ("Qualifying Payments") including without limitation:

(c) the cash paid (or deemed paid in accordance with Article 12.3.6(b)) by the Company or its subsidiary undertakings (or its holding company (if any) or any of its subsidiary undertakings) (each a "Payee Company") to the Investors and holders of "B" Ordinary Shares in respect of Convertible Loan Notes and any other shareholder loans made by the Investors and holders of "B" Ordinary Shares to a Payee Company or in respect of any repayments, redemptions or purchases of share capital;

(d) any cash paid (or deemed paid in accordance with Article 12.3.6(b)) by a Payee Company as dividend or other form of distribution to the Investors and holders of "B" Ordinary Shares;

(e) any tax credits received (or deemed received in accordance with Article 12.3.6(b)) in cash in connection with such Qualifying Investments;

(f) the Shareholder Proceeds; and

(g) any fees paid (or deemed paid in accordance with Article 12.3.6(b)) by a Payee Company to the Investors,

but (a) excluding from this sub-paragraph (b) the Specified Fee and any other fees payable to the Investors ("Other Investors Fees") to the extent that such Other Investors Fees are for the provision of products or services on arm's length commercial terms and (b) excluding from both sub-paragraphs (a) and (b) any payments made in respect of Debt Finance and (c) the IRR shall be deemed to be calculated prior to any payment of any MIAPL Carry by the Investors.

The figure which results from deducting (a) from (b) above is referred to below as the "cash flow for that month".

Cash payments made to more than one Investor in respect of the same matter shall be treated as being received by all Investors on the day on which that part of the payment attributable to the Investors holding the largest number of "A" Ordinary Shares is available to that person in cleared funds.

Cash payments made to more than one holder of "B" Ordinary Shares in respect of the same matter shall be treated as being received by all holders of "B" Ordinary Shares on the day on which that part of the payment attributable to the person that holds the largest number of "B" Ordinary Shares is available to that person in cleared funds.

12.5.6 For the purpose of clause 12.5.5 in calculating the cash flow arising on the date of an Exit Event, the Investors and holders of "B" Ordinary Shares shall be deemed to have received in cash on that day, and accordingly there shall be included in the figure to be ascertained under clause 5.5.5 the following proceeds (the "Shareholder Proceeds"):

(a) that amount of the Exit Value which is attributable to the shares comprising the equity share capital of the Company held by the Investors and holders of "B" Ordinary Shares on the date of an Exit Event after the purchase of securities of the relevant class pursuant to this Article 12; and

(b) the amount paid on the date of the Exit Event upon redemption of the Convertible Loan Notes or any other shareholder loans (excluding for the avoidance of doubt any Debt Finance) held by the Investors and holders of "B" Ordinary Shares on the date of an Exit Event, including all accrued interest.

12.5.7 For the purposes of clause 12.5.5, the IRR is "r" where "r" is the percentage per annum such that the sum of the amounts calculated in accordance with the following formula and ascertained pursuant to clause 12.5.1 for each month from the Acquisition Completion Date to the date of the Exit Event inclusive is zero:

Cash flow for that month

$$(1 + r)^n$$

$$t - 1 / \text{where } n = 12$$

and where t is 1 in respect of dates between the Acquisition Completion Date and the final day of the month in which the Acquisition Completion Date falls, 2 in respect of dates in the subsequent calendar month, 3 in respect of dates in the next subsequent calendar month, and so on;

12.6 In this Article:

12.6.1 "Economic Value Principle" means the principle that for economic purposes the aggregate value of one "A" Ordinary Share plus one Convertible D Loan Note plus one Convertible E Loan Note shall equal the value of one "B" Ordinary Share;

12.6.2 "Exit Value" means the amount calculated below net of all reasonable (third party) transaction costs and fees in relation to Exit

(a) in relation to a Sale:

(i) if the equity share capital of the Company is to be sold by private treaty (as distinct from a public offer) and the consideration is a fixed cash sum payable in full on completion of the acquisition of 100% of the equity share capital, such cash sum;

(ii) if the sale is pursuant to a public cash offer (or public offer accompanied by a cash alternative), the cash consideration or cash alternative price of 100% of the equity share capital;

(iii) if the acquisition is by private treaty or public offer and the consideration is the issue of Marketable Securities, the value attributed to such consideration in the related sale agreement for the terms of such offer, or, in the case of a sale following a public offer or failing any such attribution in the related sale agreement, by reference to the value of such consideration determined by reference to the average middle market quotation of such securities over the five Business Days prior to the day on which the offer for or intention to acquire the Company is first announced by the proposed purchaser;

(b) in the case of an IPO, the result of $A \times B$, where:

(i) "A" means the price per share at which ordinary shares in the Company are sold or placed in connection with the IPO (in the case of an underwritten offer for sale, being the underwritten price or, if an underwritten offer for sale by tender, the striking price under such offer or, in the case of a placing, the price at which ordinary shares are sold under the placing); and

(ii) "B" means the total number of ordinary shares which would be in issue at the time of such IPO on the assumption that the purchase of the shares or securities of the relevant class pursuant to this Article 12 has already taken place, but excluding any shares issued for the purpose of IPO arrangements or to finance redemption of loan or repayment under any other financing agreement, or any other reason;

(c) in the case of an Assets Sale, the net value of all distributions by the Company of the proceeds of that Asset Sale received by the holders of the "A" Ordinary Shares and the holders of "B" Ordinary Shares whether by way of dividend, return of capital or otherwise;

12.6.3 "Investment Cost" means the sum of all amounts invested (or deemed invested in accordance with paragraph 12.3.6(b)) from time to time by the Investors and holders of "B" Ordinary Shares in the Company or any of its subsidiary undertakings in Qualifying Investments which for the avoidance of doubt, shall include an amount equal to the value of the "B" Ordinary Shares on the Acquisition Completion Date;

12.6.4 "Qualifying Investments" means any investments in the Company or any of its subsidiary undertakings, whether by way of (a) share capital (b) Convertible Loan Notes or (c) loan capital other than Debt Finance;

12.6.5 "Excluded Payments" means the amount of any realisation or disposal of any Qualifying Investment or any rights in respect thereof other than on or in relation to an Exit; for the avoidance of doubt, any payments between Investors or holders of "B" Ordinary Shares in respect of Transferred Qualifying Investments (in accordance with paragraph 12.3.6 (b)) shall be Excluded Payments);

12.6.6 "Exit Event" means either: (a) a Sale;

(b) an IPO; or

(c) an Asset Sale, subject to and conditional upon distribution to the holders of Equity Shares of the net proceeds of such Asset Sale.

12.6.7 The date of an Assets Sale shall be deemed to be the date upon which all the net proceeds of such Asset Sale are distributed to the holders of Equity Shares.

12.6.8 "Sale" means a Transfer of all the Equity Shares (whether through a single transaction or otherwise) which result in a person and any other person:

(a) who is connected with him; or

(b) with whom he is acting in consent,

holding 100% of the Equity Shares other than a Transfer to a new holding company of the Company which is inserted for the purposes of planning for an Exit and in which the share capital structure of the Company is replicated in all material respects.

12.7 The "F" Ordinary Shares shall be subject to the "F" Ordinary Share Ratchet."; and

(iv) consequently delete the following definitions from Article 32.2 (Definitions and Interpretation):

(a) "Base Sweet Equity"; and

(b) "Issued Sweet Equity ".

IV) The EGM noted that the resolutions on all items of the agenda may be validly passed by the general shareholders meeting only if a quorum of at least 50% of all the shares issued and outstanding is present or represented and with respect to item (i) and (ii) Class A Shares and Class B Shares and item (iii) and (iv) to Class C, only if a quorum of at least 50% of the shares issued and outstanding in the corresponding class is present or represented and if the resolutions are approved by two thirds of the votes cast by the holders of the meeting or the corresponding class of shares. In addition, in accordance with (i) article 25.2 (a) of the Articles at least one Macquarie Shareholder, one PM Shareholder and one CDPQ Shareholder shall be present and (ii) article 26.2 of the Articles, the resolutions on Shareholders Reserved Matters may only be adopted by the shareholders representing no less than 75% of the Equity Shares present or represented.

After the foregoing was acknowledged and approved by the EGM and each of the Class Meetings, it was resolved as follows:

First resolution

The Chairman reminded the EGM that the first item on the agenda provided for the possibility to propose to the EGM either (a) the approval of the subscription and issue of the I Shares at the EGM itself (the "Capital Increase") or (ii) the increase of the authorised but un-issued share capital at the present EGM and grant to the Board the power to issue I Shares within the authorised share capital and to limit, suppress or waive in their entirety any preferential subscription rights of existing shareholders in relation thereto (the "Authorised Share Capital Increase"). The Chairman explained that the Board has decided to propose to the shareholders the approval of the Authorised Share Capital Increase.

The EGM and the Class Meetings acknowledged and approved the report prepared by the Board pursuant to article 32-3(5) of the Companies Act on the circumstances and prices of issue of shares without pre-emptive subscription rights, waiver, suppression or limitation of and authorisation to the board of directors to waive, suppress or limit, any pre-emptive subscription rights provided for under law (and any related procedures) in the case of issues of shares within the authorised share capital:

Upon consideration of the proposed Authorised Share Capital Increase (i) the EGM resolved to vote as follows:

For: 136,119

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within Class A Meeting were as follows:

For: 127,770

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within Class B Meeting were as follows:

For: 1,520

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within holders of Equity Shares were as follows:

For: 136,023

Against: 0

Abstention: 0

As a result of the above votes, the EGM and the Class A Meeting and Class B Meeting have approved the increase of the authorised share capital of the Company by an amount of EUR 20,000 to be represented by 16,000 new "I" Shares (the "Additional Authorised Share Capital") and authorised the Board to issue such shares at a nominal value of € 1.25 each and resolved to authorise the board of directors to issue shares within the Additional Authorised Share Capital while preserving, waiving, suppressing or limiting pre-emptive subscription rights of existing shareholders provided for under law (and any related procedures).

The Meeting and the Class A Meeting and Class B Meeting resolved that the validity period of the authorised additional unissued share capital of the Company created hereby and the authorisation of the Board relating thereto shall start on the day of the present EGM of shareholders and ending on the fifth anniversary of the day of publication of the present deed recording the minutes of the present EGM.

Second resolution

Upon consideration of the second item on the agenda, the following articles of the Articles would need to be amended as follows as a result of and in furtherance of the adoption of the first resolution above:

1) Amendment of Article 4.1

"The total un-issued but authorised capital of the Company is fixed at EUR 30,190,000 (thirty million one hundred and ninety thousand) plus EUR 20,000 so as to provide for the issue of Class I Shares and is subject to specific limits and conditions set out below."

2) Amendment of Article 4.3

"Within the limits of the authorised share capital set out under Article 4.1, the share capital may be increased by an additional amount of EUR 10,000,000 (ten million Euro) at the initiative of the Board of Directors, with or without an issue premium, in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new redeemable "A" Ordinary Shares, it being understood that:"

3) Inclusion of new article 4.6 and renumbering of following articles of Article 4.

"4.6 The share capital may be in addition increased by an additional amount of EUR 20,000 (twenty thousand euro) at the initiative of the Board of Directors, with or without an issue premium, in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new "I" Ordinary Shares, it being understood that:

4.6.1 the authorisation will expire on the date five years after the date of publication of the extraordinary general meeting dated 30 March 2009, but that at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of an Extraordinary General Meeting of Shareholders;

4.6.2 the Board of Directors is authorised to issue the new "I" Ordinary Shares in one or more steps as it may determine from time to time in its discretion and the subscription will be reserved to Managers;

4.6.3 the Board of Directors may waive the preferential right of the existing shareholders in the Company to subscribe for the new "I" Ordinary Shares created pursuant to article 4.6."

4) Amendment of Article 4.14 and 4.16 (each time before renumbering)

Art. 4.14. "The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this article 4 in order to record the change of share capital following an increase pursuant to the article 4.3 and/or 4.4 and/or 4.5 and/or 4.6 and/or 4.7 and/or 4.8 and/or 4.9 and/or 4.10 and/or 4.11 and/or 4.12 and/or 4.13 and/or 4.14, the Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company, or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital."

Art. 4.16. "Subject to the powers granted to the Board of Directors pursuant to the authorised share capital clause contained in paragraph 4.4 and/or 4.5 and/or 4.6 and/or 4.7 and/or 4.8 and/or 4.9 and/or 4.10 and/or 4.11 and/or 4.12 and/or 4.13 and/or 4.14 of this Article 4, Shares not yet issued shall be issued at such price, upon such conditions and at such times as the General Meeting of Shareholders shall determine, provided that the Shares shall not be issued at a price below nominal value. If the consideration payable to the Company for newly issued Shares exceeds the nominal value of those Shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the Shares in the books of the Company."

5) Amendment of article 6.3 as follows:

"The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by law. The Shares will be redeemed by the Board pursuant to the terms and conditions of article 49-8 of the Companies act and the specific terms of Articles 11 (Compulsory Redemption/Transfer of "C" Ordinary Shares and G Convertible Notes (Leaver Interests), Article 12 ("C" and "G" Share Ratchet), Article 13 ("I" Share Ratchet) and Article 14 (Clawback of "C" Ordinary Shares) and under the Share Transfer and "F" Ordinary Shareholder's Agreement."

6) Amendment of header of Article 10, Article 10.1 and Article 10.1 (d) as a result of the amendment of Article 11 below as follows:

Article 10

" **Art. 10.** Transfer of "B" and "C" Ordinary Shares and "I" Ordinary Shares held by managers or Employee Investment Vehicles and of "F" Ordinary Shares held by "F" Ordinary Shareholders." Article 10.1 Permitted Transfers

Notwithstanding any provision to the contrary in these Articles, the Company shall not register a transfer of "B" Ordinary Shares, "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares G Convertible Notes, "H" Ordinary Shares or H Convertible Notes or "I" Ordinary Shares by a Manager, an Employee Investment Vehicle or Subscriber Employee, or "F" Ordinary Shares by an "F" Ordinary Shareholder or the trustees of any of his Family Trusts or any Family Member or any Employee Investment Vehicle and neither a Manager nor Subscriber Employee shall, and each Manager, Subscriber Employee, an Employee Investment Vehicle and "F" Ordinary Shareholder shall procure that the trustees of any such Family Trusts and his Family Member and any Employee Investment Vehicle which holds shares in the Company allocated to him shall not Transfer any such shares unless one of the following exemptions apply:

Art. 10.1. (d)

"(d) pursuant to Article 11 on Compulsory Redemption/Transfer of "C" Ordinary Shares and "I" Ordinary Shares (Leaver Interests)"

7) Amendment of article 11.2.1 so as to read as follows:

"Immediately upon a Manager or an employee of the Group (which includes, for the avoidance of doubt, the Group CEO and Group CFO) voluntarily or involuntarily ceasing to be an employee and/or director of and/or consultant to a Group Company (or giving or receiving a notice to this effect) a ("Leaver"), the Company shall, unless notified to the contrary by the Compensation & HR Committee, immediately redeem all the "C" Ordinary Shares and "G" Convertible Notes and "I" Ordinary Shares and "H" Convertible Notes in respect of which the Leaver is the registered holder ("Leaver Interests") (any redemption resulting from such offer being a "Compulsory Redemption").

8) Amendment of article 11.2.7 so as to read as follows:

"At an Exit any Leaver Interests that have been acquired from a Leaver or a Related Holder and still held by the Company or the Warehouse will be dealt with in accordance with clause 4.6 of the Management Shareholders Agreement."

9) Inclusion of a new Article 13 into the Articles which is to read as follows and renumbering of the following articles and consequent amendments of any cross references, as result of the renumbering."

" **13. Art. 13. I share ratchet.**

13.1 Immediately before, but conditionally upon completion of an Exit Event, such number of shares or securities or loan notes of the relevant class shall be bought in by the Company (the "I Share Ratchet Buy-In") so that the "I" Ordinary Shares have a combined value (by reference to the Exit Value) equal to the I Share Participation Value less the Relevant Percentage of the C Share Value (the "I Share Value"). For the avoidance of doubt, where the I Share Value is zero, the Company shall buy back all of the "I" Ordinary Shares.

13.2 The I Share Participation Value shall be the greater of:

13.2.1. the Relevant Percentage of the C Share Value;

13.2.2. the Relevant Percentage of the Notional I Share Proceeds; and

13.2.3. 7.5 per cent, of the Investor Return Amount less the Leaver C Share Value,

in each case, provided that where the I Share Participation Value would be greater than the Maximum I Share Participation Value, the I Share Participation Value shall be the Maximum I Share Participation Value.

For the avoidance of doubt:

(a) where the I Share Participation Value equals the Relevant Percentage of the C Share Value, the I Share Value shall be zero;

(b) where the C Share Value is zero, the I Share Participation Value shall be the greater of (i) the Relevant Percentage of the Notional I Share Proceeds and (ii) 7.5 per cent. of the Investor Return Amount less the Leaver C Share Value; and

(c) where the Investor Return Amount is zero or a negative number the value of the I Shares shall be zero.

13.3 Projected EBITDA shall be as determined by the board of the Company having taken account of:

13.3.1 projected EBITDA shown in the most recent forecast or re-forecast at the time of the Exit which has been approved by the Board and which includes forecast EBITDA for the relevant 12 month period in respect of the relevant business(es) and assets of the Group;

13.3.2 if the Exit is a Sale or Asset Sale and if such information is available to the Board, the projected EBITDA for the 12 months from Exit calculated by the purchaser;

13.3.3 if the Exit is an IPO, the projected EBITDA for the 12 months from Exit calculated by the Board and included in any listing documentation relating to the IPO;

13.3.4 the reasonable opinions of the chief executive officer and chief financial officer of the Group; and

13.3.5 such other factors as the Board shall reasonably take into account.

13.4

13.4.1 The total consideration under the I Share Ratchet Buy-In will be €1 payable to the relevant shareholders as determined by the Compensation & HR Committee.

13.4.2 The I Share Ratchet Buy-In will be made pari passu among the holders of the shares or securities of the relevant class of shares, securities or loan notes.

13.4.3 If the operation of Article 13.1 will increase the percentage of the Equity Share Capital represented by the "I" Ordinary Shares, the relevant class of shares and loan notes shall consist of the "A" Ordinary Shares, the "B" Ordinary Shares and the Investors Convertible Loan Notes on a basis consistent with Article 13.4.2; in the case of the Investors Convertible Loan Notes, these would be converted to "A" Ordinary Shares which would then be purchased by the Company. "C" Ordinary Shares and "G" Ordinary Shares may also be acquired in the event that the I Share Participation Value would be higher than envisaged under Article 13.1 and 13.2 above as a result of the operation of any other ratchet mechanism entered into by the Company were such "C" Ordinary Shares and "G" Ordinary Shares not acquired.

13.4.4 If the operation of Article 13.1 will reduce the percentage of the Equity Share Capital represented by the "C" Ordinary Shares, the relevant class of shares shall consist of the "C" Ordinary Shares and Convertible "G" Loan Notes; in the case of the Convertible "G" Loan Notes, these would be converted into "G" Ordinary Shares which would then be purchased by the Company.

13.5 In this Article:

"Projected EBITDA" means the projected EBITDA for the 12 months following an Exit Event as determined in accordance with Article 13.3;

"C Share Value" means the Sweet Equity Participation Value calculated in accordance with Article 12;

"I Share Participation Value" is the amount calculated in accordance with Article 13.2;

"Investor Return Amount" means the Exit Value less the Investment Cost provided that the resulting number is a positive number; where the result is zero or a negative number, the Investor Return Amount shall be zero;

"Leaver C Share Value" means the Leaver Percentage of the C Share Value;

"Leaver Percentage" means the result of the following equation expressed as a percentage:

$$(L/N)$$

where "L" and "N" have the meanings given to them in the definition of Relevant Percentage below.

"Maximum I Share Participation Value" means (19.7 per cent. of the Investor Return Amount) less the Leaver C Share Value;

"Net Debt" means the Debt Finance less any cash in the Group at Exit;

"Notional Enterprise Value" means the product of Projected EBITDA and 10.5;

"Notional Exit Value" means the Notional Enterprise Value less Net Debt less all reasonable (third party) transaction costs and fees in relation to an Exit;

"Notional Investor Proceeds" means:

(a) the amount of the Notional Exit Value that would be attributable to the shares comprising the equity share capital of the Company held by the Investors and the holders of "B" Ordinary Shares on the date of an Exit Event after the purchase of securities of the relevant class pursuant to Article 12 and this Article 13; and

(b) the amount that would be paid on the date of the Exit Event upon redemption of the Convertible Loan Notes or any other shareholder loans (excluding for the avoidance of doubt any Debt Finance) held by the Investors and the holders of "B" Ordinary Shares on the date of an Exit Event, including all accrued interest;

"Notional I Share Proceeds" means the Sweet Equity Participation Value calculated in accordance with Article 12 but using the Notional Investor Proceeds and Notional Exit Value in place of the Investor Proceeds and Exit Value respectively;

"Relevant Percentage" means the result of the following equation expressed as a percentage:

$$1 - (L/N)$$

Where:

"L" = the total number of "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares issued at Exit (including such number of "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares as would be issued upon conversion of any Convertible "G" Loan Notes and Convertible "H" Loan Notes respectively on Exit) less half the number of "I" Ordinary Shares in issue at Exit.

"N" = the total number of "C" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares in issue at Exit (including such number of "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares as would be issued upon conversion of any Convertible "G" Loan Notes and Convertible "H" Loan Notes respectively on Exit).

10) Amendment of Article 14 (after renumbering) as follows:

" 14. Art. 14. Clawback of "C" ordinary shares, "I" ordinary shares, G convertible notes and H convertible notes.

14.1 Within 6 months of the end of the third Performance Period in respect of a Manager, Subscriber Employee or a Participating Employee the Company may (and shall if directed by the Compensation & HR Committee) and subject to compliance with Article 49-8 of the Companies Act, by giving no less than 10 Business Days' notice to such Manager or Subscriber Employee or his Related Holders or, in respect of a Participating Employee, the relevant Employee Investment Vehicle redeem from such Manager and/or his Related Holders and/or the Employee Investment Vehicle (as the case may be) any "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares which are Unvested Interests (but for the avoidance of doubt in the case of a purchase of shares from an Employee Investment Vehicle only those Unvested Shares of the relevant Participating Employee) or cause another person to purchase those Unvested Interests and hold such Unvested Interests as a warehouse for the Company (the "Warehouse" and such acquisition being a "Clawback").

14.2 If the Manager fails to comply with its obligations under this clause 14.1 in respect of the "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares which are Unvested Interests, registered in its name, the Board may (and shall, if so requested by any Investor) authorise any Director to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Manager a transfer of the relevant "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares in favour of the Warehouse, to the extent that the Warehouse has put the Company in cleared funds in respect of the consideration as determined under clause 14.3 due for the "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares. The directors shall authorise registration of the transfer(s), after which the validity of such transfer(s) shall not be questioned by any person. Each defaulting Manager shall surrender his share certificates relating to the "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares (or provide an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the Board) to the Company. On, but not before, such surrender or provision, each Manager shall be entitled to the consideration as determined under clause 14.3 due for the "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares transferred on its behalf, without interest.

14.3 The total consideration payable under any Clawback per Unvested Interest shall be the nominal value of each such share or as otherwise determined by the Board.

14.4 As soon as practicable following the end of a Performance Period the Compensation & HR Committee will notify each Manager, Subscriber Employee and each Participating Employee of his PT for that Performance Period and the number of "C" Ordinary Shares and/or "G" Ordinary Shares and/or G Convertible Notes and/or "H" Ordinary Shares and/or "H" Convertible Notes and/or "I" Ordinary Shares held by him or on his behalf which at such time are deemed to be Unvested Interests and/or Notes in accordance with the Performance Allocation Schedule and the terms of the Management Shareholders Agreement.

14.5 Immediately prior to any Clawback the Board may require the conversion of all shares being acquired pursuant to the Clawback into a new class of share and/or note."

11) Amendment of new Article 25.3 (after renumbering) as follows:

"Shareholders may act at any Meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder, except that the holders of "C" Ordinary Shares, "I" Ordinary Shares, "F" Ordinary Shares and "G" Ordinary Shares may only appoint a Director as their proxy."

12) Amendment of Article 33 (after renumbering) so as to amend definitions and to include a new definition:

a) Inclusion of a new definition of "I" Ordinary Shares

""I" Ordinary Shares" means the "I" ordinary shares of EUR 1.25 nominal value each as may be issued from time to time in the capital of the Company, having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles;

b) "Equity Shares" means, together, the issued and outstanding "A" Ordinary Shares, "B" Ordinary Shares, "C" Ordinary Shares and "I" Ordinary Shares from time to time;

c) "Ordinary Shares" means, together, the "A" Ordinary Shares and the "B" Ordinary Shares in issue from time to time, excluding the "C" Ordinary Shares, "I" Ordinary Shares, the "F" Ordinary Shares and the "G" Ordinary Shares other than for the purposes of Articles 9.4 and 9.5, for which any reference to "Ordinary Shares" shall be deemed to include a reference to "C" Ordinary Shares, "I" Ordinary Shares, the "F" Ordinary Shares, the "G" Ordinary Shares and the "H" Ordinary Shares);

d) "Shares" means redeemable "A" Ordinary Shares, "B" Ordinary Shares, "C" Ordinary Shares, "I" Ordinary Shares, "G" Ordinary Shares and "H" Ordinary Shares of nominal value of EUR 1.25 in the capital of the Company having the rights set out in the Articles (excluding, for the avoidance of doubt, the E Convertible Notes, D Convertible Notes, G Convertible Notes and H Convertible Notes);

e) "Total Issued Equity" means the total issued "A" Ordinary Shares and "B" Ordinary Shares from time to time, excluding for the avoidance of doubt the "C" Ordinary Shares, "I" Ordinary Shares "F" Ordinary Shares "G" Ordinary

Shares, "H" Ordinary Shares and D Convertible Notes, E Convertible Notes, G Convertible Notes and H Convertible Notes;

f) "Put Option" means the put option granted to certain Managers pursuant to the Management Shareholders Agreement;

As a result of the adding additional articles various cross references need to be adopted throughout the Articles.

After having considered the above proposed amendments to the Articles and considering that the various amendments shall be considered as one single resolution, the Meeting resolved to vote as follows on all the amendments proposed under 1) to 12) above:

For: 136.119

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes casted within Class A Meeting were as follows:

For: 127.770

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes casted within Class B Meeting were as follows:

For: 1.520

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes casted within holders of Equity Shares were as follows:

For:

Against:

Abstention:

As a result the amendment to the articles of association of the Company as set out under 1) to 12) above have been approved by the Meeting and each of the Class Meetings.

Third resolution

The shareholders considered the proposed amendments to Article 12 as set out in agenda item (iii).

Upon consideration of the new Article 12, the EGM resolved to vote as follows:

For: 136.119

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within Class C Meeting were as follows:

For: 6.734

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within holders of Equity Shares were as follows:

For: 135.450

Against: 0

Abstention: 0

As a result the replacement of the current Article 12 by the new Article 12 set out in agenda item (iii) has been approved.

Fourth resolution

The shareholders considered the consequential proposal to remove the definition of "Base Sweet Equity" and "Issued Sweet Equity" out of the definition Article.

Upon consideration of proposed deletions in the Article 33 "Definition", the EGM resolved to vote as follows:

For: 136.119

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within Class C Meeting were as follows:

For: 6.734

Against: 0

Abstention: 0

it being noted that the votes cast within holders of Equity Shares were as follows:

For: 135.450

Against: 0

Abstention: 0

As a result the removal of definitions "Base Sweet Equity" and "Issued Sweet Equity" was approved.

Nothing further being on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent on the Company and charged to it by reason of the present deed and its execution by reduction of the subscribed capital, are assessed at six thousand euros).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in the case of divergence between the English and French text, the English version of it will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named in the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le trentième jour du mois de mars,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'"AGE") d'European Directories S.A. (la "Société"), une société anonyme ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1025 Luxembourg, constituée par acte du notaire soussigné en date du 4 mai, 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 969 du 30 septembre 2005.

Les statuts (les "Statuts") ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par Me Paul Decker, notaire, en date du 19 mars 2009, non encore publié.

L'AGE a été présidée par Monsieur Terje THON, ingénieur, demeurant professionnellement aux Pays-Bas.

Le président a nommé aux fonctions de secrétaire Madame Florence GERARDY, manager, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'AGE a élu aux fonctions de scrutateur Madame Florence GERARDY, manager, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

I) Il apparaît d'une liste de présence établie et certifiée par les membres du bureau que sur les (i) cent vingt-sept mille sept cent soixante-dix (127.770) actions ordinaires A (les "Actions de Classe A"), cent vingt sept mille sept cent soixante dix (127.770) étaient présentes ou représentées, (ii) deux mille cent vingt-sept (2.127) actions ordinaires B (les "Actions de Classe B"), mille cinq cent vingt (1.520) étaient présentes ou représentées en relation avec les points (i) et (ii) de l'ordre du jour et neuf cent quarante sept (947) étaient présentes ou représentées en relation avec les points (iii) et (iv) de l'ordre du jour, huit mille deux cent soixante et onze (8.271) actions ordinaires C (les "Actions de Classe C"), six mille sept cent trente quatre (6.734) étaient présentes ou représentées, et quatre-vingt seize (96) actions ordinaires F (les "Actions de Classe F"), quatre vingt seize (96) étaient présentes ou représentées, représentant au total en relation avec les points (i) et (ii) de l'ordre du jour cent trente six mille cent dix neuf (136.119) actions et en relation avec les points (iii) et (iv) de l'ordre du jour cent trente cinq mille cinq cent quarante six (135.546) actions sur les cent trente huit mille deux cent soixante quatre (138.264) actions émises, représentant quatre vingt dix huit virgule cinq (98,5) % en relation avec les points (i) et (ii) de l'ordre du jour et quatre vingt dix huit (98) % en relation avec les points (iii) et (iv) de l'ordre du jour du capital s'élevant à cent soixante-douze mille huit cent trente (€ 172.830), sont dûment représentées à la présente AGE.

II) L'AGE a été régulièrement convoquée au moyen d'une convocation envoyée par email le 16 mars 2009 et par lettre recommandée le 17 mars 2009.

Quant au respect des exigences de quorum, l'AGE des actionnaires (l' "Assemblée") et l'assemblée des actionnaires de classe A (l' "Assemblée de Classe A"), l'assemblée des actionnaires de classe B (l' "Assemblée de Classe B"), l'assemblée des actionnaires de classe C (l'"Assemblée de Classe C", l'Assemblée de Classe A et l'Assemblée de Classe B ci-après collectivement dénommées "Assemblées de Classe") ont été dûment constituées et peuvent valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour ci-dessous. Le quorum des détenteurs d'Actions Equity tel que requis par les statuts, a été atteint.

La liste de présence, signée par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau, restera annexée ensemble avec les procurations au présent acte pour être soumises au même moment aux autorités de l'enregistrement.

III) L'ordre du jour de l'AGE est le suivant:

- Approuver l'augmentation du capital autorisé de la Société par un montant allant jusqu'à €20.000 par la création d'une nouvelle classe d'actions ordinaires "I" (les "Actions I") et autoriser le Conseil d'Administration à émettre ces actions

d'une valeur nominale de € 1,25 chacune (ladite autorisation expirera cinq ans après la publication du procès-verbal de l'AGE), et limiter, supprimer ou céder dans leur intégralité les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants y afférents, sous réserve que l'ordre du jour puisse également contenir des résolutions relatives à l'approbation de l'augmentation du capital social souscrit de la Société par l'émission lors de l'AGE d'un nombre pouvant s'élever jusqu'à 16.000 Actions I en contrepartie d'un apport en numéraire équivalent audit prix de souscription déterminé par le conseil d'administration de la Société (étant au moins la valeur nominale de € 1,25 chacune) et la limitation et/ou suppression de la totalité des droits de souscription préférentiels des actionnaires y afférents.

- Approuver toutes modifications relatives aux statuts de la Société (les "Statuts") aux fins de:

(i) prévoir que les droits liés aux Actions "I" soient alignés sur ceux des actions ordinaires C existantes de la Société (les "Actions C"), exception faite lors d'une Sortie (tel que défini dans les Statuts), les Actions "I" donneront droit à une part de la valeur des participations qui est égale au plus élevé:

(a) d'une pourcentage spécifiée de la valeur atteinte au moment d'une Sortie, qui augmente au fur et à mesure que l'IRR atteint par les Investisseurs Originaires (tel que défini dans le Pacte des Actionnaires d'Administration tel que modifié et refondu relatif à la société daté du 30 octobre 2006 (le "MSA")) augmente, un tel montant devant être calculé substantiellement selon le même mécanisme que celui applicable à la valeur actuelle des Actions "C", tel que prévu à l'article 12 des statuts de la Société, excepté si le multiple implicite de sortie (étant le multiple qui devra être appliqué au EBITDA prévu pour une durée de 12 mois suivant la Sortie en vue d'atteindre la Valeur de Sortie) est inférieur à 10.5x, la Valeur de Sortie à utiliser à cet effet sera la Valeur de Sortie fictive déterminée par référence au multiple 10.5x fictif de l'EBITDA de la Société engendré dans les douze mois qui suivront la Sortie;

(b) d'un montant égal à 7.5% des revenus nets dus aux détenteurs d'Actions "A", d'Actions "B", d'Obligations "D" et d'Obligations "E" à ladite Sortie (à savoir les revenus qui dépassent le montant souscrit ou autrement investi par les détenteurs d'Actions "A", d'Actions "B", d'Obligations "D" et d'Obligations "E" dans la Société ou toute filiale de celle-ci); et

MOINS, chaque fois (le cas échéant) du montant imputable aux Actions "C" en vertu des Statuts existants et du MSA;

(ii) apporter toutes modifications corrélatives aux Statuts afin de refléter ou de reprendre tous les points susmentionnés;

(iii) remplacer l'actuel Article 12 (Rachat d'Actions "C" et "G") par le suivant:

Art. 12. Rachat d'actions "C" et "G" et "H".

12.1 Immédiatement avant, mais sous condition de la réalisation d'un Évènement de Sortie, un tel nombre d'actions ou d'autres valeurs mobilières ou titres d'emprunt de la classe pertinente seront achetés par la Société (l'"Entrée Rachat") de manière à ce que les Actions Ordinaires "C", les Actions Ordinaires "G" et les Actions Ordinaires "H" aient une valeur combinée (par référence à la Valeur de Sortie) égale à la Valeur de Participation Sweet Equity.

12.2 La Valeur de Participation Sweet Equity est calculée de la manière suivante:

12.2.1 Si le Rendement de l'Actionnaire est inférieur ou égal à 10%, alors la Valeur de Participation Sweet Equity est €0;

12.2.2 Si le Rendement de l'Actionnaire est supérieur à 10%, mais inférieur ou égal à 12,5%, alors la Valeur de Participation Sweet Equity est égale à 2% de la Valeur de Sortie moins 10% de la Valeur de Sortie;

12.2.3 Si le Rendement de l'Actionnaire est supérieur à 12,5%, mais inférieur ou égal à 15%, la Valeur de Participation Sweet Equity est égale à la somme de (i) 2% de (12,5% de la Valeur de Sortie moins 10% de la Valeur de Sortie); plus (ii) 4% de (la Valeur de Sortie moins 12,5% Valeur de Sortie);

12.2.4 Dans le cas où le Rendement de l'Actionnaire est supérieur à 15%, mais inférieur ou égal à 20%, la Valeur de Participation Sweet Equity est égale à la somme de (i) 2% de (12,5% Valeur de Sortie moins 10% Valeur de Sortie); plus (ii) 4% de (15% Valeur de Sortie moins 12,5% Valeur de Sortie); plus (iii) 12% de la Valeur de Sortie moins 15% Valeur de Sortie;

12.2.5 Dans le cas où le Rendement de l'Actionnaire est supérieur à 20%, mais inférieur ou égal à un Rendement de 25%, la Valeur de Participation Sweet Equity est égale à la somme de (i) 2% de (12,5% Valeur de Sortie moins 10% Valeur de Sortie); plus (ii) 4% de (15% Valeur de Sortie moins 12,5% Valeur de Sortie); plus (iii) 12% de (20% Valeur de Sortie moins 15% Valeur de Sortie); plus (iv) 17,5% de (Valeur de Sortie moins 20% Valeur de Sortie);

12.2.6 Dans le cas où le Rendement de l'Actionnaire est supérieur à 25%, la Valeur de Participation Sweet Equity est égale à la somme de (i) 2% de (12,5% Valeur de Sortie moins 10% Valeur de Sortie); plus (ii) 4% de (15% Valeur de Sortie moins 12,5% Valeur de Sortie); plus (iii) 12% de (20% Valeur de Sortie moins 15% Valeur de Sortie); plus (iv) 17,5% de (25% Valeur de Sortie moins 20% Valeur de Sortie); plus (v) 15% de (Valeur de Sortie moins 25% de la Valeur de Sortie).

12.3 Dans le présent Article:

12.3.1 "Rendement à 10%" désigne un montant égal au Rendement de l'Actionnaire qui donne aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie un IRR total calculé après acquisition d'actions ou d'autres titres en application du présent Article 12 de 10%;

12.3.2 "Rendement à 12,5%" désigne un montant égal au Rendement de l'Actionnaire qui donne aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie un IRR total calculé après acquisition d'actions ou d'autres titres en application du présent Article 12 de 12,5%;

12.3.3 "Rendement à 15%" désigne un montant égal au Rendement de l'Actionnaire qui donne aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie un IRR total calculé après acquisition d'actions ou d'autres titres en application du présent Article 12 de 15%;

12.3.4 "Rendement à 20%" désigne un montant égal au Rendement de l'Actionnaire qui donne aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie un IRR total calculé après acquisition d'actions ou d'autres titres en application du présent Article 12 de 20%;

12.3.5 "Rendement à 25%" désigne un montant égal au Rendement de l'Actionnaire qui donne aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie un IRR total calculé après acquisition d'actions ou d'autres titres en application du présent Article 12 de 25%;

12.3.6 Pour les besoins du présent Article 12:

(a) un Rendement à 10%, un Rendement à 12,5%, un Rendement à 15%, un Rendement à 20% ou un Rendement à 25% sera seulement atteint lorsque les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie atteignent un IRR total calculé après acquisition d'actions ou d'autres titres en application du présent Article 12 de 10%, 12,5%, 15%, 20% ou 25% selon le cas;

(b) lorsqu'un Investisseur à la date de l'Évènement de Sortie détient des Investissements Qualifiés, qui lui ont été antérieurement cédés par une tierce personne ou un détenteur d'Actions Ordinaires "B", détient des Actions Ordinaires "B" qui lui ont été antérieurement cédées par une tierce personne ("Investissements Qualifiés Cédés"), alors cet Investisseur ou détenteur d'Actions Ordinaires "B" sera réputé (au moment où ils ont réellement été effectués ou reçus) avoir engagé des Frais d'Investissement et reçu des Paiements Qualifiés concernant ces Investissements Qualifiés Cédés effectués ou reçus par ce cédant ou par tout cédant antérieur de ces Investissements Qualifiés.

12.4. Dans le présent Article:

12.4.1 "10% Valeur de Sortie" désigne la Valeur de Sortie théorique qui donnerait aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" après acquisition des actions ou autres titres en application du présent Article 12, un Rendement à 10%;

12.4.2 "12,5% Valeur de Sortie" désigne la Valeur de Sortie théorique qui donnerait aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" après acquisition des actions ou autres titres en application du présent Article 12, un Rendement à 12,5%;

12.4.3 "15% Valeur de Sortie" désigne la Valeur de Sortie théorique qui donnerait aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" après acquisition des actions ou autres titres en application du présent Article 12, un Rendement à 15%;

12.4.4 "20% Valeur de Sortie" désigne la Valeur de Sortie théorique qui donnerait aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" après acquisition des actions ou autres titres en application du présent Article 12, un Rendement à 20%; et

12.4.5 "25% Valeur de Sortie" désigne la Valeur de Sortie théorique qui donnerait aux Investisseurs et aux détenteurs d'Actions Ordinaires "B" après acquisition des actions ou autres titres en application du présent Article 12, un Rendement à 25%.

12.5.

12.5.1 La contrepartie totale de l'Entrée Rachat sera de 1 euro payable aux actionnaires respectifs, tel que déterminé par le Comité Compensation & HR;

12.5.2 L'Entrée Rachat sera faite pari passu parmi les détenteurs d'actions ou de titres de classes respectives d'actions, de titres ou d'obligations;

12.5.3 Lorsque l'opération de l'Article 12.1 augmente le pourcentage du Capital Social en Actions représenté par les Actions Ordinaires "I", les classes d'actions et d'obligations respectives consisteront en les Actions Ordinaires "A", les Actions Ordinaires "B", les Obligations Convertibles des Investisseurs d'une manière cohérente avec le Principe de Valeur Économique; dans le cas des Obligations Convertibles des Investisseurs, celles-ci seraient converties en Actions Ordinaires "A" qui seraient alors rachetées par la Société. Les Actions Ordinaires "C", les Actions Ordinaires "G" (après conversion du nombre pertinent d'Obligations Convertibles "G") et les Actions Ordinaires "H" (après conversion du nombre pertinent d'Obligations Convertibles "H") peuvent également être acquises au cas où la Valeur de Participation Sweet Equity serait plus élevée qu'envisagée sous l'Article 12.1 comme conséquence des opérations de tout mécanisme de rachat fait par la Société, auquel cas de telles Actions Ordinaires "C", Actions Ordinaires "G" et Actions Ordinaires "H", ne sont pas acquis;

12.5.4 Lorsque l'opération de l'Article 12.1 réduit le pourcentage du Capital Social en Actions représenté par les Actions Ordinaires "C", les Actions Ordinaires "G" et les Actions Ordinaires "H", les classes d'actions respectives consisteront en des Actions Ordinaires "C", des Actions Ordinaires "G" et des Actions Ordinaires "H";

12.5.5 "IRR" sera calculé de la manière suivante:

concernant chaque mois entier ou partiel à partir de la date de Complétion en application de la Convention d'Investissement jusqu'à la date de l'Évènement de Sortie y compris, devront être déterminés:

(a) le montant total en liquide des Frais d'Investissement du mois; et

(b) le montant total de tous les liquides payés (ou réputés avoir été payés conformément à l'Article 12.3.6(b)) en fonds liquidés aux Actionnaires Originaires concernant les Investissements Qualifiés détenus par les Investisseurs et les Actions Ordinaires "B" détenues par les détenteurs Actions Ordinaires "B" mais non compris tous Paiements Exclus ("Paiements Qualifiés") y compris mais sans limitation:

(c) le montant liquide payé (ou réputé avoir été payé conformément à l'Article 12.3.6(b)) par la Société ou ses entreprises affiliées (ou ses sociétés de participation (s'il y en a) ou tout autre de ses entreprises affiliées) (chacune une "Société Payante") aux Investisseurs et détenteurs d'Actions Ordinaires "B" concernant les Obligations Convertibles et tous les autres prêts d'actionnaires faits par les Investisseurs et détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la Société Payante ou concernant un de ses remboursements, rachats ou acquisitions de capital social;

(d) tout les montants liquides payés (ou réputés avoir été payés conformément à l'Article 12.3.6(b)) par une Société Payante en tant que dividende ou autre forme de distribution aux Investisseurs et détenteurs d'Actions Ordinaires "B";

(e) tous crédits fiscaux reçus (ou réputés avoir été reçus conformément à l'Article 12.3.6(b)) en liquide concernant de tels Investissements Qualifiés;

(f) les Rendements des Actionnaires; et

(g) tous les frais payés (ou réputés avoir été payés conformément à l'Article 12.3.6(b)) par une Société Payante aux Investisseurs,

mais (a) non compris en ce sous-paragraphe (b) les Frais Spécifiques et tous autres frais payés aux Investisseurs (les "Autres Frais d'Investisseurs") dans la mesure où les Autres Frais d'Investisseurs servent à la fourniture de produits ou de services à des conditions commerciales normales et (b) non compris en les sous-paragraphe (a) et (b) tous paiements faits concernant le Financement par Emprunt et (c) l'IRR sera présumé calculé antérieurement au paiement d'un MIAPL Carry par les Investisseurs.

Le montant qui résulte lorsque l'on soustrait (a) de (b) ci-dessus sera appelé ci-dessous le "Flux Liquide du Mois".

Les paiements en liquide faits à plus d'un Investisseur concernant la même affaire seront traités comme ayant été reçus par tous les Investisseurs le jour où la partie du paiement attribuable aux Investisseurs détenant le plus grand nombre d'Actions Ordinaires "A" est disponible à la personne en fonds liquidés.

Les paiements en liquide faits à plus d'un détenteur d'Actions Ordinaires "B" concernant la même affaire seront traités comme ayant été reçus par tous les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" le jour où la partie du paiement attribuable à la personne détenant le plus grand nombre d'Actions Ordinaires "B" est disponible à la personne en fonds liquidés.

12.5.6 Pour les besoins de l'article 12.5.5, le Flux en Liquide sera calculé à la date de l'Évènement de Sortie, les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" sont présumés avoir reçu en liquide ce jour-là, et seront ainsi inclus dans le montant à faire valoir sous l'article 5.5.5 les revenus suivants (les "Revenus d'Actionnaires"):

(a) le montant de la Valeur de Sortie qui est attribué aux actions comprises dans le capital social de la Société déteu par les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie suite à l'acquisition des titres des classes respectives en application du présent Article 12; et

(b) le montant payé à la date d'Évènement de Sortie suite au rachat des Obligations Convertibles ou tout autre prêt d'actionnaires (non compris afin d'éviter tout doute, le Financement par Emprunt) déteu par les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie, y compris tous intérêts courus.

12.5.7 Pour tous besoins de l'article 12.5.5, l'IRR est "r" où "r" est le pourcentage par année de sorte que la somme des montants calculés en conformité avec la formule suivante et prise en compte en application de l'article 12.5.1 pour chaque mois à partir de la Date de Complétion de l'Acquisition jusqu'à la date de l'Évènement de Sortie inclus est Zéro:

Flux liquide de ce mois

$$(1 + r)^n$$

$$t - 1 / \text{avec } n = 12$$

et où t est 1 pour les dates entre la Date de Complétion et le dernier jour du mois auquel la date de Complétion de l'Acquisition appartient, 2 pour les dates du mois calendrier suivant, 3 pour les dates du mois calendrier suivant, et ainsi de suite;

12.6. Dans le présent Article:

12.6.1 "Principe de Valeur Economique" désigne le principe selon lequel, à des fins économiques, la valeur d'ensemble d'une Action Ordinaire "A" plus une Obligation Convertible D plus une Obligation Convertible E est égale à la valeur d'une Action Ordinaire "B";

12.6.2 "Valeur de Sortie" désigne le montant calculé ci-dessous net de tous frais et coûts (de tiers) raisonnables de transaction en relation avec la Sortie

(a) concernant la Vente:

(i) lorsque le capital social en actions de la Société doit être vendu par acte sous seing privé (et non par offre publique) et que la contrepartie est fixée à un montant payable entièrement à la complétion de l'acquisition à 100% du capital social en actions, ce montant liquide;

(ii) lorsque la vente est consécutive à une offre publique en liquide (ou une offre publique accompagnée d'une option en liquide), la contrepartie en liquide ou le prix optionnel en liquide est de 100% du capital social en actions;

(iii) lorsque l'acquisition se fait par acte sous seing privé ou offre publique et que la contrepartie est émise en Titres Négociables, la valeur attribuée à cette contrepartie dans la convention de vente y relative pour les conditions de cette offre, ou, dans le cas d'une vente suivant une offre publique ou à défaut de pareilles attributions dans la convention de vente y relative, par référence à la valeur de cette considération déterminée par référence à la cotation moyenne de marché de ces titres dans les cinq jours Ouvrables précédant le jour où l'offre ou l'intention d'acquérir la Société est pour la première fois annoncée par l'acquéreur proposé;

(b) dans le cas d'une OPI, le résultat de $A \times B$, où:

(i) "A" désigne le prix par action auquel les actions ordinaires de la Société sont vendues ou placées en relation avec l'OPI (dans le cas d'une offre de vente souscrite, ceci étant le prix souscrit ou, dans une offre de vente souscrite par soumission, le prix d'attribution sous cette offre ou dans le cas d'un placement, le prix auquel les actions ordinaires sont vendues sous le placement); et

(ii) "B" désigne le nombre total des actions ordinaires qui seraient émises lors d'une OPI sur base de la présomption que cette acquisition d'actions ou de titres des classes respectives en application du présent Article 12 a déjà eu lieu, mais non comprises les actions émises pour les besoins des opérations OPI ou pour financer le rachat d'un prêt ou le remboursement sous une autre convention de financement, ou pour toutes autres raisons;

(c) dans le cas d'une Vente d'Actifs, la valeur nette de toutes distributions par la Société des revenus de cette Vente d'Actifs reçus par les détenteurs d'Actions Ordinaires "A" et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" soit par voie de dividende, retour en capital ou autrement;

12.6.3 Les "Coûts d'Investissement" désignent la somme de tous les montants investis (ou réputés avoir été investis conformément au paragraphe 12.3.6(b)) de temps en temps par les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" dans la Société ou l'une des entreprises affiliées en Investissements Qualifiés qui, afin d'éviter toute confusion, devra inclure un montant égal à la valeur des Actions Ordinaires "B" à la Date de Complétion de l'Acquisition;

12.6.4 "Investissements Qualifiés" désignent tous investissements dans la Société ou l'une de ses entreprises affiliées, soit par voie de (a) capital social (b) Obligations Convertibles ou (c) capital d'emprunt autre que le Financement par Dettes;

12.6.5 "Paiements Exclus" désignent le montant de toute réalisation ou disposition de tout Investissement Qualifié ou de tous droits y afférents autres que ceux liés à une Sortie; afin d'éviter toute confusion, tous paiements entre les Investisseurs ou les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" concernant les Investissements Qualifiés Cédés (en application du paragraphe 12.3.6(b)) seront considérés comme des Paiements Exclus);

12.6.6 "Évènement de Sortie" signifie soit:

(a) une vente;

(b) une OPI; ou

(c) une Vente d'Actifs, soumise et conditionnelle à la distribution aux détenteurs des Action Equity des revenus nets de cette Vente d'Actifs.

12.6.7 La date d'une Vente d'Actifs sera présumée être la date à laquelle tous les revenus nets de cette Vente d'Actifs sont distribués aux détenteurs des Actions Equity.

12.6.8 "Vente" désigne une Cession de toutes les Actions Equity (soit en une opération unique ou autrement) qui résulte en une personne ou autre personne:

(a) qui est liée avec elle; ou

(b) avec laquelle elle agit en accord,

détenant 100% des Actions Equity autres qu'une Cession à une nouvelle société en participation de la Société qui est insérée pour les besoins d'organiser une Sortie et dans laquelle la structure du capital social de la Société est répliquée en tous ses aspects matériels.

12.7 Les Actions Ordinaires "F" feront l'objet du Rachat des Actions Ordinaires "F"; et

(iv) supprimer par conséquent les définitions suivantes de l'Article 32.2 (Définitions et Interprétations):

(a) "Sweet Equity de Base"; et

(b) "Sweet Equity Émis".

IV) L'AGE a noté que les résolutions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour pouvaient uniquement être adoptées par l'assemblée générale des actionnaires si un quorum d'au moins 50% des toutes les actions émises et en circulation est présent ou représenté et concernant les points (i) et (ii) les Actions de Classe A et les Actions de Classe B et les points (iii) et (iv) Classe C, uniquement si un quorum d'au moins 50% des actions émises et en circulation dans la classe correspondante est présent ou représenté et si les résolutions sont approuvées par deux tiers des votes exprimés par les détenteurs lors de l'assemblée ou la classe d'actions correspondante. Par ailleurs, conformément au point (i) article

25.2 (a) des Statuts au moins un Actionnaire Macquarie, un Actionnaire PM et un Actionnaire CDPQ doit être présent et conformément à (ii) l'article 26.2 des Statuts, les résolutions entrant dans le champ des Compétences Réservées aux Actionnaires peuvent uniquement être adoptées par les actionnaires représentant au moins 75% des Parts d'Actions présentes ou représentées.

L'AGE et les Assemblées de Classe ayant pris connaissance et approuvé ce qui précède, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Le Président a rappelé à l'AGE que le premier point figurant à l'ordre du jour prévoit la possibilité de proposer à l'AGE soit (a) d'approuver la souscription et l'émission d'Actions I lors de l'AGE (l'"Augmentation de Capital") ou (ii) d'augmenter le capital social autorisé mais non-émis lors de la présente AGE et de conférer au Conseil le pouvoir d'émettre des Actions I dans les limites du capital social autorisé et de limiter ou de supprimer dans leur intégralité les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants y afférents (l'"Augmentation du Capital Social Autorisé"). Le Président a expliqué que le Conseil avait décidé de proposer aux actionnaires d'approuver l'Augmentation du Capital Social Autorisé.

L'AGE et les Assemblées de Classe ont pris connaissance et ont approuvé le rapport établi par le Conseil en vertu de l'article 32-3(5) de la Loi sur les Sociétés concernant les circonstances et les prix auxquels les actions seront émises sans droits de souscription préférentiels, renonciation à, suppression ou limitation de, et autorisation du conseil d'administration de renoncer à, supprimer ou limiter, tous droits de souscription préférentiels prévus par la loi (et toute procédure y relative) dans le cas d'émissions d'actions dans les limites du capital social autorisé:

Après examen de la proposition relative à l'Augmentation du Capital Social Autorisé (i) l'AGE a décidé de voter de la manière suivante:

Pour: 136.119

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par l'Assemblée de Classe A ont donné le résultat suivant:

Pour: 127.770

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par l'Assemblée de Classe B ont donné le résultat suivant:

Pour: 1.520

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par les détenteurs d'Actions Equity ont donné le résultat suivant:

Pour: 136.023

Contre: 0

Abstention: 0

À la suite des votes susmentionnés, l'AGE et l'Assemblée de Classe A et l'Assemblée de Classe B ont approuvé une augmentation du capital social autorisé de la Société d'un montant de EUR 20.000 représenté par 16.000 nouvelle Actions "I" (le "Capital Social Autorisé Supplémentaire") et autorisé le Conseil à émettre de telles actions à une valeur nominale de € 1,25 chacune et décidé d'autoriser le conseil d'administration à émettre des actions dans les limites du Capital Social Autorisé tout en conservant, renonçant à, supprimant ou limitant les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants, tel que prévu par la loi (ou toute procédure y relative).

L'Assemblée et l'Assemblée de la Classe A et l'Assemblée de Classe B ont décidé que la période de validité du capital social autorisé non-émis supplémentaire de la Société établie par la présente et de l'autorisation du Conseil y afférente commencera le jour de la présente AGE des actionnaires et se terminera le jour du cinquième anniversaire de la date de publication du présent acte contenant le procès-verbal de la présente AGE.

Deuxième résolution

Après examen du deuxième point figurant à l'ordre du jour, les articles ci-dessous des Statuts devront être modifiés comme suit, à la suite de et conformément à l'adoption de la première résolution ci-dessus:

1) Modification de l'Article 4.1

"Le capital social autorisé mais non-émis de la Société est fixé à EUR 30.190.000 (trente millions cent quatre-vingt dix mille euros) plus EUR 20.000 aux fins de prévoir l'émission d'Actions Ordinaires "I" et est soumis à des conditions spécifiques exposées ci-dessous."

2) Modification de l'Article 4.3

"Dans les limites du capital autorisé fixé par l'Article 4.1, le capital social peut être augmenté d'un montant supplémentaire d'EUR 10.000.000 (dix millions d'euros) à l'initiative du Conseil d'Administration conformément aux conditions

exposées ci-dessous, avec ou sans prime d'émission, par la création et l'émission de nouvelles Actions Ordinaires "A" rachetables, étant entendu que:"

3) Insertion d'un nouvel article 4.6 Actions I et une nouvelle numérotation des articles suivants de l'Article 4.

"4.6 Le capital social peut par ailleurs être augmenté d'un montant supplémentaire d'EUR 20.000 (vingt mille euros) à l'initiative du Conseil d'Administration, avec ou sans prime d'émission, conformément aux conditions exposées ci-dessous en créant et en émettant de nouvelles Actions Ordinaires "I" rachetables, étant entendu que:

4.6.1 l'autorisation expirera cinq ans après la publication de l'acte de l'assemblée générale extraordinaire daté du 30 mars 2009, toutefois, à l'expiration de cette période, une nouvelle période d'autorisation peut être approuvée par résolution d'une Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires;

4.6.2 le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des Actions Ordinaires "I" en une ou plusieurs étapes, comme il peut le décider discrétionnairement de temps à autre et la souscription en sera réservée aux Managers;

4.6.3 le Conseil d'Administration peut supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants de la Société de souscrire à de nouvelles Actions Ordinaires "I" créées en application de l'article 4.6."

4) Modification de l'Article 4.14 et 4.16 (chaque fois avant la nouvelle numérotation) Article 4.14

"Le Conseil d'Administration est autorisé à faire toutes choses nécessaires pour modifier l'article 4 afin d'enregistrer le changement de capital social intervenu à la suite d'une augmentation de décidée conformément à l'article 4.3 et/ou 4.4 et/ou 4.5 et/ou 4.6 et/ou 4.7 et/ou 4.8 et/ou 4.9 et/ou 4.10 et/ou 4.11 et/ou 4.12 et/ou 4.13 et/ou 4.14, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs de prendre ou d'autoriser les actions requises pour l'exécution et la publication d'une telle modification conformément aux dispositions légales. De plus, le Conseil d'Administration pourra déléguer à tout Administrateur dûment autorisé ou à tout agent de la Société, ou à toute autre personne dûment autorisée, les tâches d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements des actions représentant une partie ou la totalité de ces augmentations de capital." Article 4.16

"Sous réserve des pouvoirs conférés au Conseil d'Administration en vertu de la clause relative au capital autorisé contenue aux paragraphes 4.4 et/ou 4.5 et/ou 4.6 et/ou 4.7 et/ou 4.8 et/ou 4.9 et/ou 4.10 et/ou 4.11 et/ou 4.12 et/ou 4.13 et/ou 4.14 de cet Article 4, les Actions non encore émises seront émises au prix, et sous les conditions et au moment que l'Assemblée Générale des Actionnaires aura déterminés, à condition que ces Actions ne soient pas émises à un prix inférieur à la valeur nominale. Si la contrepartie payable à la Société pour les nouvelles Actions émises excède la valeur nominale de ces Actions, le surplus devra être traité comme une prime d'émission relative aux Actions, dans les livres de la Société."

5) Modification de l'article 6.3 comme suit:

"La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi. Les Actions seront rachetées par le Conseil, conformément aux termes et conditions de l'article 49-8 de la Loi sur les Sociétés et les termes spécifiques des Articles 11 (Rachat/Cession Obligatoire d'Actions Ordinaires "C" et d'Obligations Convertibles G (Intérêts de Départ), Article 12 (Rachat d'Actions "C" et "G"), Article 13 (Rachat d'Actions "I") et Article 14 (Clawback des Actions Ordinaire "C") et sous le Contrat de Cession des Actions et le Pacte des Actionnaires Ordinaires "F"."

6) Modification du titre de l'Article 10, l'Article 10.1 et l'Article 10.1 (d) à la suite de la modification de l'Article 11 ci-dessous, comme suit:

Article 10

" **Art. 10.** Cession d'Actions Ordinaires "B" ou "C" et d'Actions Ordinaires "I" détenues par les gérants ou des Véhicules d'Investissement pour Employés et d'Actions Ordinaires "F" détenues par des Actionnaires Ordinaires "F".

Article 10.1. Cessions autorisées.

Nonobstant toute disposition contraire dans les présents Statuts, la Société ne pourra pas enregistrer une cession d'Actions Ordinaires "B", "C", "G", "H" ou "I" ou d'Obligations Convertibles G ou H par un Manager, un Véhicule d'Investissement pour Employés ou un Employé Souscripteur, ou une cession d'Actions Ordinaire "F" par un Détenteur d'Actions "F" ou par un fidéicommissaire du Trust Familial ou d'un Membre de la Famille ou tout Véhicule d'Investissement pour Employés et ni un Manager ni un Employé Souscripteur ni un Véhicule d'Investissement pour Employés ni un Détenteur d'Actions "F" devra faire en sorte que les fidéicommissaires de ces Trust Familiaux ou un Membre de leur Famille ou tout Véhicule d'Investissement pour Employés qui détient des actions dans la Société qui lui sont allouées ne cède aucune de ce actions, sauf si l'une des exceptions suivantes s'applique:

Article 10.1. (d)

"(d) en application de l'Article 11 sur les Rachats Obligatoires/Cessions d'Actions Ordinaires "C" et d'Actions Ordinaires "I" (Intérêts de Départs)"

7) Modification de l'article 11.2.1 afin de se lire comme suit:

"Immédiatement après qu'un des Managers ou employés (qui inclut le CEO du Groupe et le CFO du Groupe) cesse, volontairement ou involontairement, d'être un employé et/ou un administrateur et/ou un consultant d'une Société du Groupe (ou recevant ou envoyant une mise en demeure à cet effet) (un "sortant"), la Société devra, sauf si notifiées inversement par le Comité de Compensation & RH, immédiatement racheter toutes les Actions Ordinaires "C" et Ob-

ligations Convertibles "G" et "H" et Actions Ordinaires "I" pour lesquelles le Sortant est le porteur enregistré (les "Intérêts de Départ") (tout rachat résultant de cette offre sera un "Rachat Obligatoire")."

8) Modification de l'article 11.2.7 afin de se lire comme suit:

"Lors d'une Sortie, tous les Intérêts de Départ qui ont été acquis d'un Sortant ou d'un Porteur Lié et qui sont toujours détenus par la Société ou le Dépositaire seront traités conformément à l'article 4.6 du Pacte d'Actionnaires d'Administration."

9) Insertion d'un nouvel Article 13 dans les Statuts qui aura la teneur suivante et une nouvelle numérotation des articles suivants et des rectifications subséquentes de toutes références croisées résultant de la nouvelle numérotation."

13 Art. 13. Rachat des actions I.

13.1. Immédiatement avant, mais sous condition de réalisation d'un Évènement de Sortie, un tel nombre d'actions ou d'autres valeurs mobilières ou titres d'emprunt de la classe pertinente seront achetés par la Société (l'"Entrée de Rachat I") de manière à ce que les Actions Ordinaires "I" aient une valeur combinée (par référence à la Valeur de Sortie) égale à la Valeur de Participation I moins le Pourcentage Pertinent de la Valeur de l'Action C (la "Valeur de l'Action I"). Afin d'éviter toute confusion, lorsque la Valeur de l'Action I est de zéro, la Société rachètera la totalité des Actions Ordinaires "I".

13.2. La Valeur de Participation I devra être le plus élevé de:

13.2.1. le Pourcentage Pertinent de la Valeur de l'Action C;

13.2.2. le Pourcentage Pertinent du Produit Fictif I; et

13.2.3. 7,5 pour cent du Rendement de l'Investisseur moins la Valeur de l'Action C du Sortant, dans tous les cas, sous réserve que, lorsque la Valeur de Participation I dépasse, la Valeur de Participation I Maximale, la Valeur de Participation I devra être la Valeur de Participation I Maximale.

Afin d'éviter tout doute

(a) où la Valeur de Participation I est égale au Pourcentage Pertinent de la Valeur de l'Action C, la Valeur de l'Action I devra être zéro

(b) où la Valeur de l'Action C est zéro, la Valeur de Participation I devra être le plus élevé de (i) le Pourcentage Pertinent de Produits Fictifs I et (ii) 7,5 pour cent des Rendements des Investisseurs moins la Valeur de l'Action C du Sortant; et

(c) où le Rendement des Investisseurs est zéro ou négative la valeur des Actions I devra être zéro. 13.3 L'EBITDA prévu sera déterminé par le Conseil d'Administration qui tiendra compte de:

13.3.1. l'EBITDA prévu qui ressort des prévisions ou re-prévisions les plus récentes au moment de la Sortie, approuvées par le Conseil et qui comprennent les prévisions relatives à l'EBITDA pour la période pertinente de douze (12) mois en question concernant les affaires et les actifs pertinents du Groupe;

13.3.2 lorsque la Sortie est une Vente ou une Vente d'Actif et si pareilles informations sont mises à la disponibilité du Conseil, l'EBITDA prévu pour une période de 12 mois suivant la Sortie calculé par l'acquéreur;

13.3.3 lorsque la Sortie est une OPI, l'EBITDA prévu pour une période de 12 mois suivant la Sortie calculée par le Conseil et inclus toute documentation relative à l'OPI;

13.3.4 les opinions raisonnables du président directeur général et du directeur financier du Groupe; et

13.3.5 tous autres facteurs que le Conseil peut raisonnablement prendre en compte.

13.4

13.4.1 La contrepartie totale de l'Entrée Rachat I sera de 1 euro payable aux actionnaires respectifs tels que déterminés par le Comité Compensation & HR.

13.4.2 L'Entrée Rachat I sera faite pari passu parmi les détenteurs d'actions ou de titres des classes respectives d'actions, de titres ou d'obligations.

13.4.3 Lorsque l'opération de l'Article 13.1 augmente le pourcentage du Capital Social en Actions représenté par les Actions Ordinaires "I", les classes d'actions et d'obligations respectives consisteront en Actions Ordinaires "A", Actions Ordinaires "B" et les Obligations Convertibles des Investisseurs d'une manière cohérente avec Article 13.4.2; dans le cas des Obligations Convertibles des Investisseurs, celles-ci seraient converties en Actions Ordinaires "A" qui seraient alors rachetées par la Société. Les Actions Ordinaires "C" et "G" peuvent également être acquises au cas où la Valeur de Participation I serait plus élevée qu'envisagée sous l'Article 13.1 et 13.2 ci-dessus comme conséquence des opérations de tout mécanisme de rachat fait par la Société, auquel cas de telles Actions Ordinaires "C" et "G" ne sont pas acquises.

13.4.4 Lorsque l'opération de l'Article 13.1 réduit le pourcentage du Capital Social en Actions représenté par les Actions Ordinaires "I", les classes d'actions respectives consisteront en des Actions Ordinaires "C" et des Obligations Convertibles "G"; dans le cas des Obligations Convertibles "G" ces Obligations Convertibles "G" seront converties en Actions Ordinaires "G" qui seront ensuite achetées par la Société.

13.5 Dans le présent Article:

"EBITDA prévu" désigne l'EBITDA prévu pour les 12 mois qui suivent un Évènement de Sortie, tel que déterminé conformément à l'Article 13.3;

"Valeur de l'Action C" désigne la Valeur de Participation Sweet Equity calculée conformément à l'Article 12;

"Valeur de Participation I" désigne le montant calculé conformément à l'Article 13.2; "Rendement des Investisseurs" désigne la Valeur de Sortie moins les Frais d'Investissement à condition que le résultat soit positif; lorsque le résultat est zéro ou un nombre négatif, le Rendement de l'Investisseur devra être zéro;

"Valeur de l'Action C du Sortant" désigne le Pourcentage Sortant de la Valeur de l'Action C; "Pourcentage Sortant" désigne le résultat de l'équation suivante exprimé en pourcent:

(L/N)

Où "L" et "N" ont la signification comme déterminé dans la définition de Pourcentage Pertinent ci-dessous. "Valeur de Participation I Maximale" désigne (19.7 pourcent du Rendement des Investisseurs) moins la Valeur de l'Action C du Sortant;

"Dettes Nette" désigne le Financement par Dette moins toutes espèces du Groupe lors de la Sortie;

"Valeur d'Entreprise Fictive" désigne le produit de l'EBITDA prévu et 10.5;

"Valeur de Sortie Fictive" désigne la Valeur d'Entreprise Fictive moins la Dette Nette moins tous les frais raisonnables (tiers) de transaction relatifs à la Sortie;

"Produits Fictifs des Investisseurs" désignent:

(a) le montant de la Valeur de Sortie Fictive attribuable aux actions comprises dans le capital social de la Société détenu par les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie suite à l'acquisition de titres des classes respectives en application de l'Article 12 et du présent Article 13; et

(b) le montant payé à la date de l'Évènement de Sortie suite au rachat des Obligations Convertibles ou de tout autre prêt d'actionnaires (non compris afin d'éviter tout doute, le Financement par Dette) détenu par les Investisseurs et les détenteurs d'Actions Ordinaires "B" à la date de l'Évènement de Sortie, y compris tous les intérêts courus;

"Produits Fictifs I" désignent la Valeur de Participation Sweet Equity calculée conformément à l'Article 12 mais en utilisant les Produits Fictifs des Investisseurs et la Valeur de Sortie Fictive à la place de respectivement les Produits des Investisseurs et la Valeur de Sortie; et

"Pourcentage Pertinent" désigne le résultat de l'équation suivante exprimé en pour cent:

Où:

1 - (L/N)

"L" = le nombre total d'Actions Ordinaires "C", d'Actions Ordinaires "G" et d'Actions Ordinaires "H" émises à la Sortie (y compris le nombre total d'Actions Ordinaires "G", d'Actions Ordinaires "H" émises lors de la conversion respectivement de toute Obligation Convertible "G" et de toute Obligation Convertible "H" à la Sortie) moins la moitié du nombre des Actions Ordinaires "I" émises à la Sortie.

"N" = le nombre total d'Actions Ordinaires "C", d'Actions Ordinaires "G" et d'Actions Ordinaires "H" en émission lors de la Sortie (y compris le nombre total d'Actions Ordinaires "G" et d'Actions Ordinaires "H" en émission lors de la conversion respectivement des Obligations Convertibles "G" et des Obligations Convertibles "H" à la Sortie)

10) Modification de l'Article 14 (à la suite de la nouvelle numérotation) comme suit:

" 14. Art. 14. Clawback des actions ordinaires "C" et "I", des obligations convertibles G et H.

14.1 Endéans les six (6) mois suivant la fin de la troisième Période de Performance concernant un Manager, un Employé Souscripteur ou un Employé Participant, la Société peut (et doit sur instruction du Comité de Compensation & HR) et sujet au respect de l'Article 49-8 de la Loi sur les Sociétés, en émettant une mise demeure à moins de dix (10) Jours Ouvrables à ce Manager ou Employé Souscripteur ou à ses Porteurs Liés ou, concernant un Employé Participant, le Véhicule d'Investissement pour Employés respectifs racheter de ce Manager et/ou de ses Porteurs Liés et/ou du Véhicule d'Investissement pour Employés (tel qu'applicable) toutes Actions Ordinaires "C" et/ou Actions Ordinaires "G" et/ou Obligations Convertibles G et/ou les Actions Ordinaires "H" et/ou les Obligations Convertibles H et/ou les Actions Ordinaires "I" qui sont des Intérêts Non-Attribués (mais afin d'éviter tout doute, dans le cas d'une acquisition d'actions d'un Véhicule d'Investissement pour Employés seulement telles Intérêts Non-Attribués de l'Employé Participant respectif) ou faire en sorte qu'une autre personne acquiert ces Intérêts Non-Attribués et détienne ces Intérêts Attribués en tant que dépositaire pour la Société (le "Dépositaire" et cette acquisition étant un "Clawback").

14.2 Si le Manager ne remplit pas ses obligations sous le présent article 14.1, en relation avec les Actions Ordinaires "C" et/ou les Actions Ordinaires "G" et/ou les Obligations Convertibles G et/ou les Actions Ordinaires "H" et/ou les Obligations Convertibles "H" et/ou les Actions Ordinaires "I", lesquelles sont des Intérêts Non-Attribués, enregistrés sous son nom, le Conseil peut (et devra, à la demande d'un Investisseur) autoriser l'un des Administrateurs à signer, compléter et délivrer en tant que mandataire du et pour le compte du Manager une cession d'Actions Ordinaires "C" et/ou d'Actions Ordinaires "G" et/ou les Obligations Convertibles "G" et/ou les Actions Ordinaires "H" et/ou les Obligations Convertibles "H" et/ou les Actions Ordinaires "I" respectives au bénéfice du Dépositaire, dans la mesure où le Dépositaire compensé les fonds nécessaires à la Société en relation avec la contrepartie telle que déterminée sous l'article 14.3, due aux Actions Ordinaires "C" et/ou aux Actions Ordinaires "G" et/ou aux Obligations Convertibles "G" et/ou aux Actions Ordinaires "H" et/ou aux Obligations Convertibles "H" et/ou aux Actions Ordinaires "I". Les administrateurs autoriseront l'enregistrement de la ou des cession(s), après quoi nul ne pourra questionner la validité de la cession. Chaque Manager en défaut devra rendre ses certificats en relation avec les Actions Ordinaires "C" et/ou les Actions Ordinaires "G" et/ou

les Obligations Convertibles G et/ou les Actions Ordinaires "H" et/ou les Obligations Convertibles "H" et/ou les Actions Ordinaires "I" (ou fournir une indemnité en relation avec cela dans une forme satisfaisante au Conseil) à la Société. Lors de, mais pas avant, une telle restitution ou fourniture, chaque Manager a droit à la contrepartie pour les Actions Ordinaires "C" et/ou les Actions Ordinaires "G" et/ou les Obligations Convertibles G et/ou les Actions Ordinaires "H" et/ou les Obligations Convertibles H et/ou les Actions Ordinaires "I" sous l'article 14.3, sans intérêts.

14.3 La contrepartie totale payable en application d'un Clawback par Intérêts Non-Attribués sera la valeur nominale de cette action ou tel qu'autrement déterminé par le Conseil.

14.4 Aussi vite que possible après la fin d'une Période de Performance, le Comité Compensation & HR notifiera chaque Manager, Employé Souscripteur et chaque Employé Participant de son PT pour cette Période de Performance et le nombre d'Actions Ordinaires "C" et/ou d'Actions Ordinaires "G" et/ou d'Obligations Convertibles G et/ou d'Actions Ordinaires "H" et/ou d'Obligations Convertibles H et/ou les Actions Ordinaires "I" détenues par lui ou pour son compte qui sont présumés à ce moment être des Intérêts et/ou Obligations Non-Attribués en conformité avec l'Annexe d'Allocation de Performance et des termes du Pacte d'Actionnaires et des termes du Pacte d'Actionnaires d'Administration.

14.5 Immédiatement avant un Clawback, le Conseil peut demander la conversion de toutes les actions acquises sous le Clawback en une nouvelle classe d'actions et/ou d'obligations."

11) Modification du nouvel Article 25.3 (à la suite de la nouvelle numérotation) comme suit:

"Les Actionnaires peuvent être représentés à toute Assemblée Générale des Actionnaires par une autre personne qui n'a pas besoin d'être Actionnaire ayant reçu une procuration écrite, sauf que les détenteurs des Actions Ordinaires "C", les Actions Ordinaires "I", les Actions Ordinaires "F" et les Actions Ordinaires "G" peuvent seulement nommer un Administrateur comme représentant."

12) Modification de l'Article 33 (à la suite de la nouvelle numérotation) afin de modifier les définitions et d'y en inclure une nouvelle:

a) Insertion d'une nouvelle définition des Actions Ordinaires "I"

"Actions Ordinaires I" désigne les actions ordinaires "I" d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune, qui peuvent être émises de temps à autre dans le capital de la Société, ayant les droits et étant soumises aux restrictions définies dans les Statuts;

b) "Actions Equity" désigne, collectivement, les Actions Ordinaires "A", les Actions Ordinaires "B", les Actions Ordinaires "I" émises de temps à autre

c) "Actions Ordinaires" désigne, collectivement, les Actions Ordinaires "A", les Actions Ordinaires "B" émises de temps en temps, non comprises les Actions Ordinaires "C", les Actions Ordinaires "I", les Actions Ordinaires "F" et les Actions Ordinaires "G" (autrement que pour les besoins des articles 9.4 et 9.5, pour lesquelles toute référence aux "Actions Ordinaires" sera présumée comprendre une référence aux Actions Ordinaires "C", aux Actions Ordinaires "I", aux Actions Ordinaires "F", aux Actions Ordinaires "G", et aux Actions Ordinaires "H");

d) "Actions" désigne les Actions Ordinaires rachetables "A", les Actions Ordinaires rachetables "B", les Actions Ordinaires rachetables "C", les Actions Ordinaires rachetables "I", les Actions Ordinaires rachetables "G" et les Actions Ordinaires rachetables "H" d'une valeur nominale de EUR 1,25 dans le capital social de la Société, ayant les droits et étant soumises aux restrictions, tels qu'exposés dans les Statuts (à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, des Obligations Convertibles E, des Obligations Convertibles D, des Obligations Convertibles G et des Obligations Convertibles H)

e) "Totalité des Actions Émises" désigne la totalité des Actions Ordinaires "A", les Actions Ordinaires "B" émises de temps à autre, à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, des Actions Ordinaires "C", des Actions Ordinaires "I", des Actions Ordinaires "F", des Actions Ordinaires "G", des Actions Ordinaires "H" des Obligations Convertibles D, des Obligations Convertibles E, des Obligations Convertibles G et des Obligations Convertibles H;

f) "Option de Vente" désigne l'option de vente accordée aux Managers détenant à la date de l'adoption/modification des présents Statuts, des Actions Ordinaires "C", des Obligations G ou des Obligations H mais aucune Action Ordinaire "I" en application du Pacte d'Actionnaires d'Administration;

En conséquence de l'ajout d'articles supplémentaires, diverses références croisées doivent être adoptées tout au long des Statuts. Après examen des modifications proposées ci-dessus au regard des Statuts et considérant que les différentes modifications doivent être regroupées en une seule résolution, l'Assemblée a décidé de voter les modifications proposées sous le point 1) à 12) ci-dessus de la manière suivante:

Pour: 136.119

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par l'Assemblée de Classe A ont donné le résultat suivant:

Pour: 127.770

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par l'Assemblée de Classe B ont donné le résultat suivant:

Pour: 1.520

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par les détenteurs d'Actions Equity ont donné le résultat suivant:

Pour:

Contre:

Abstention:

Par conséquent, les modifications relatives aux statuts de la Société, telles qu'exposées sous le point 1) à 12) ci-dessus, ont été approuvées par l'Assemblée et par chacune des Assemblées de Classe.

Troisième résolution

Les actionnaires ont examiné les modifications proposées à l'Article 12 telles qu'exposées dans le point (iii) de l'ordre du jour.

Après examen du nouvel Article 12, l'AGE a décidé de voter de la manière suivante:

Pour: 136.119

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par l'Assemblée de Classe C ont donné le résultat suivant:

Pour: 6.734

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par les détenteurs d'Actions Equity ont donné le résultat suivant:

Pour: 134.450

Contre: 0

Abstention: 0

Par conséquent, le remplacement de l'actuel Article 12 par le nouvel Article 12 exposé sous le point (iii) de l'ordre du jour a été approuvé.

Quatrième résolution

Les actionnaires ont examiné la proposition corrélative de supprimer la définition "Sweet Equity de Base" et la définition "Sweet Equity Émis" dans la rubrique consacrée aux définitions.

Après examen des suppressions proposées dans l'Article 33 "Définitions", l'AGE a décidé de voter de la manière suivante:

Pour: 136.119

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par l'Assemblée de Classe C ont donné le résultat suivant:

Pour: 6.734

Contre: 0

Abstention: 0

étant noté que les votes exprimés par les détenteurs d'Actions Equity ont donné le résultat suivant:

Pour: 135.450

Contre: 0

Abstention: 0

Par conséquent, le retrait des définitions "Sweet Equity de Base" et "Sweet Equity Émis" a été approuvé.

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte et de son exécution par réduction du capital souscrit sont évalués à six mille euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: T. THON, F. GERARDY, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 3 avril 2009. Relation: LAC/2009/13246. Reçu soixante-quinze euros (75,- €)

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 16 avril 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009065140/211/1190.

(090076604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2009.

Chappes Flore S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4965 Clemency, 6, rue de Sélange.

R.C.S. Luxembourg B 82.497.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CHAPPES FLORE Sàrl

Signature

Référence de publication: 2009064951/3222/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2009, réf. LSO-DD03420. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090075698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Boetie Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 103.504.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064955/10.

(090075593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Chappes Flore S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4965 Clemency, 6, rue de Sélange.

R.C.S. Luxembourg B 82.497.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CHAPPES FLORE Sàrl

Signature

Référence de publication: 2009064952/3222/13.

Enregistré à Luxembourg, le 14 avril 2009, réf. LSO-DD03422. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090075704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2009.

Saga Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.869.

Dépôt rectificatif

Le dépôt N° LSO CC / 07268 du 30 mars 2007 est erroné, Monsieur Gabriel Safdié (16, rue de Hesse, CH - 1211 Genève, Suisse), Monsieur Jacky Safdié (16, rue de Hesse, CH - 1211 Genève, Suisse) et Madame Michèle Berger (3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg) n'ayant pas été nommés dirigeants délégués à la gestion journalière.

Le dépôt N° L080149253.05 du 8 octobre 2008 est erroné, Monsieur Henry Shohet (16, rue Chantefleur, CH-1234 Vessy, Suisse) n'ayant pas été nommé dirigeant délégué à la gestion journalière.

Pour Saga Select

Pictet Fund (Europe) S.A.

George-Marios Prantzos / Christopher Misson

Référence de publication: 2009064398/16.

(090075098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Infotekno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 73.602.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064379/10.

(090074982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Surprise-Team S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6673 Merttert, 43, Cité Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 126.754.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064395/10.

(090074591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Mille Miglia Luxemburg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 51, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 51.391.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064397/10.

(090074588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Schneider Landschaftsbau G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Merttert, 59, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 56.461.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064400/10.

(090074585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Fiduciaire Socodit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 49.546.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009064403/10.

(090074581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

EnerSys s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3844 Schifflange, Z.I. Letzebuenger Heck.

R.C.S. Luxembourg B 146.180.

STATUTS

L'an deux mille neuf, le vingt-huit avril.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Sébastien CALANDE, employé privé, né à Saint-Mard (Belgique) le 25 octobre 1975, demeurant à B-6724 Orsinaing, rue du Moreau, 2.

2.- Monsieur Ruddy LANGUE, employé privé, né à Saint-Mard (Belgique) le 23 novembre 1973, demeurant à B-6724 Orsinaing, rue du Moreau, 28A.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "EnerSys s.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Schifflange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet la conception et la vente de systèmes à énergie renouvelable, ainsi que l'installation, la maintenance et le dépannage d'installations électriques de basse et moyenne tensions.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à treize mille euros (€ 13.000.-), divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent trente euros (€ 130.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Il en est de même pour toute cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois-quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyen-

nant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délais de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé 5% pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Sébastien CALANDE, préqualifié, quatre-vingts parts sociales	80
2) Monsieur Ruddy LANGUE, préqualifié, vingt parts sociales	20
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de treize mille euros (€ 13.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2009.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

- 1) Monsieur Sébastien CALANDE, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 3) Le siège social est fixé à L-3844 Schifflange, Z. I. Letzebuerger Heck.

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: CALANDE, LANGUE, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 29 avril 2009. Relation: CAP/2009/1422. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 11 mai 2009.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2009063323/236/123.

(090074154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2009.

CB Richard Ellis SPE II Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 408.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 110.736.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 8 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 72 du 11 janvier 2006.

Les comptes abrégés du 8 septembre 2005 au 31 décembre 2006 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CB Richard Ellis SPE II Co-Invest S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009064512/15.

(090074945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.

Menyl Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 102.823.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration le 1^{er} avril 2009

- Monsieur Alain Geurts, Administrateur, né le 13 septembre 1962 à Nioki (République Démocratique du Congo), demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg est nommé Président du Conseil D'administration. Il occupera cette fonction pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur dans la Société.

Pour extrait conforme

Pour MENYL HOLDING S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009064478/15.

(090074605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mai 2009.
